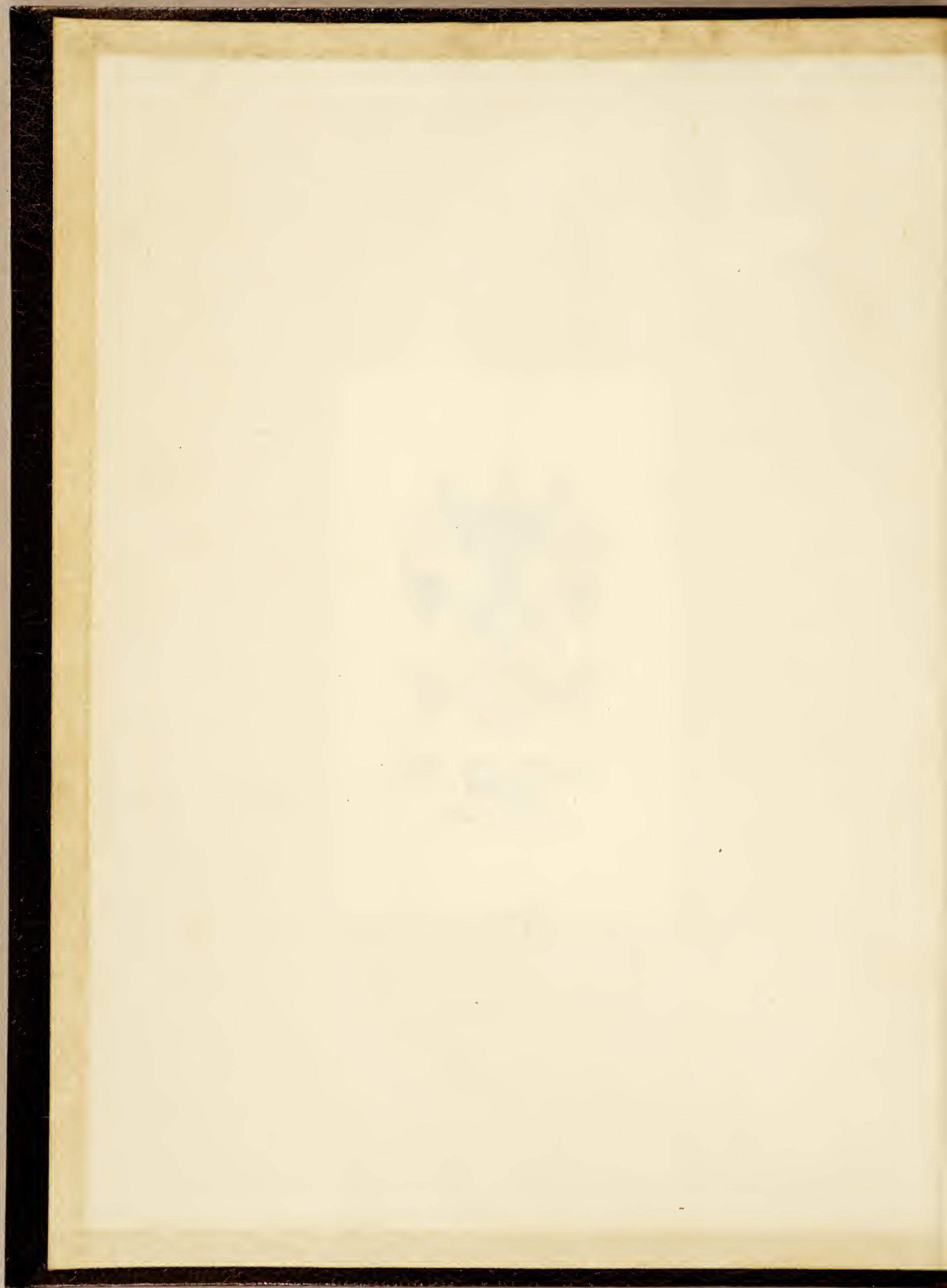
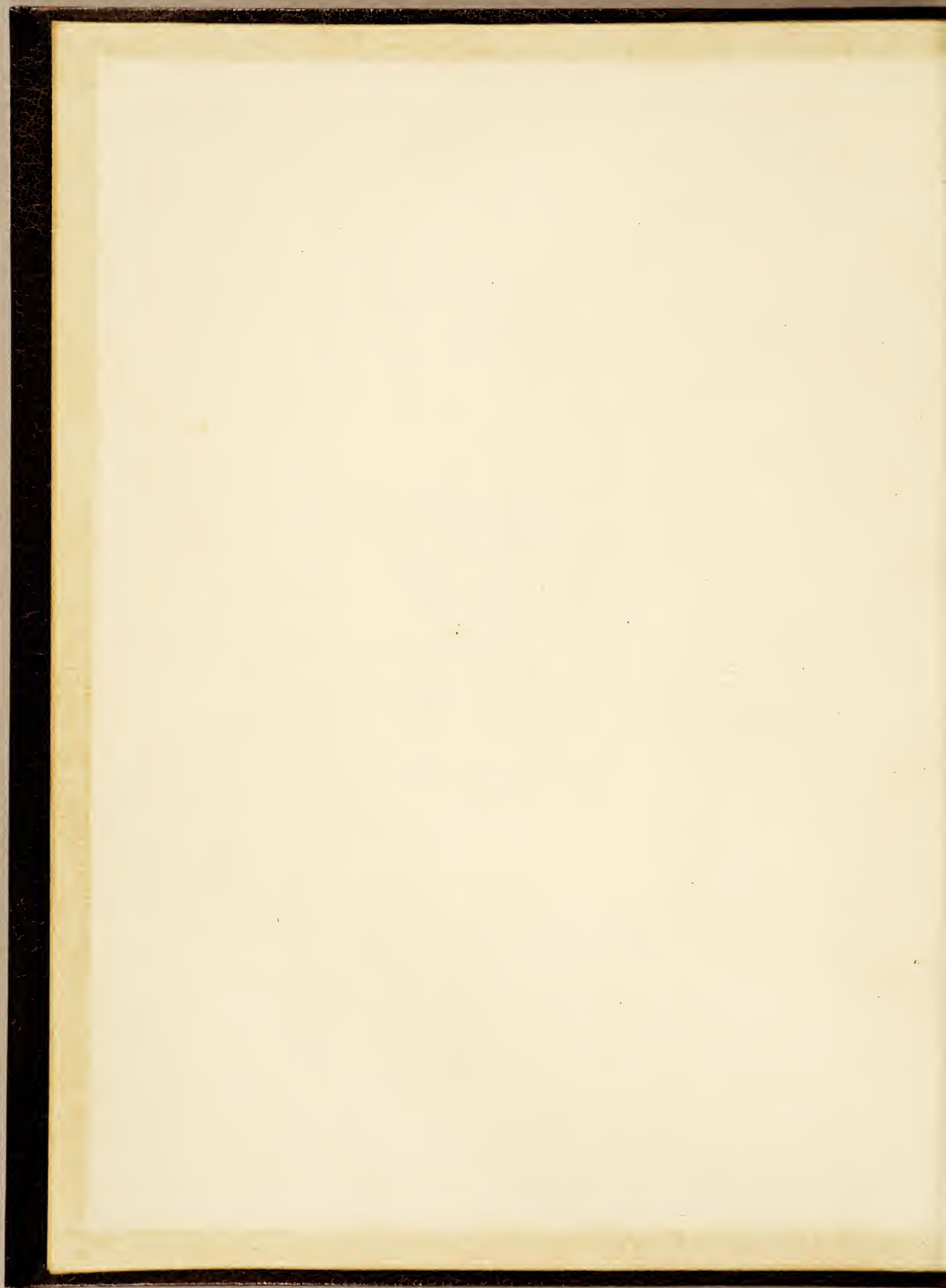
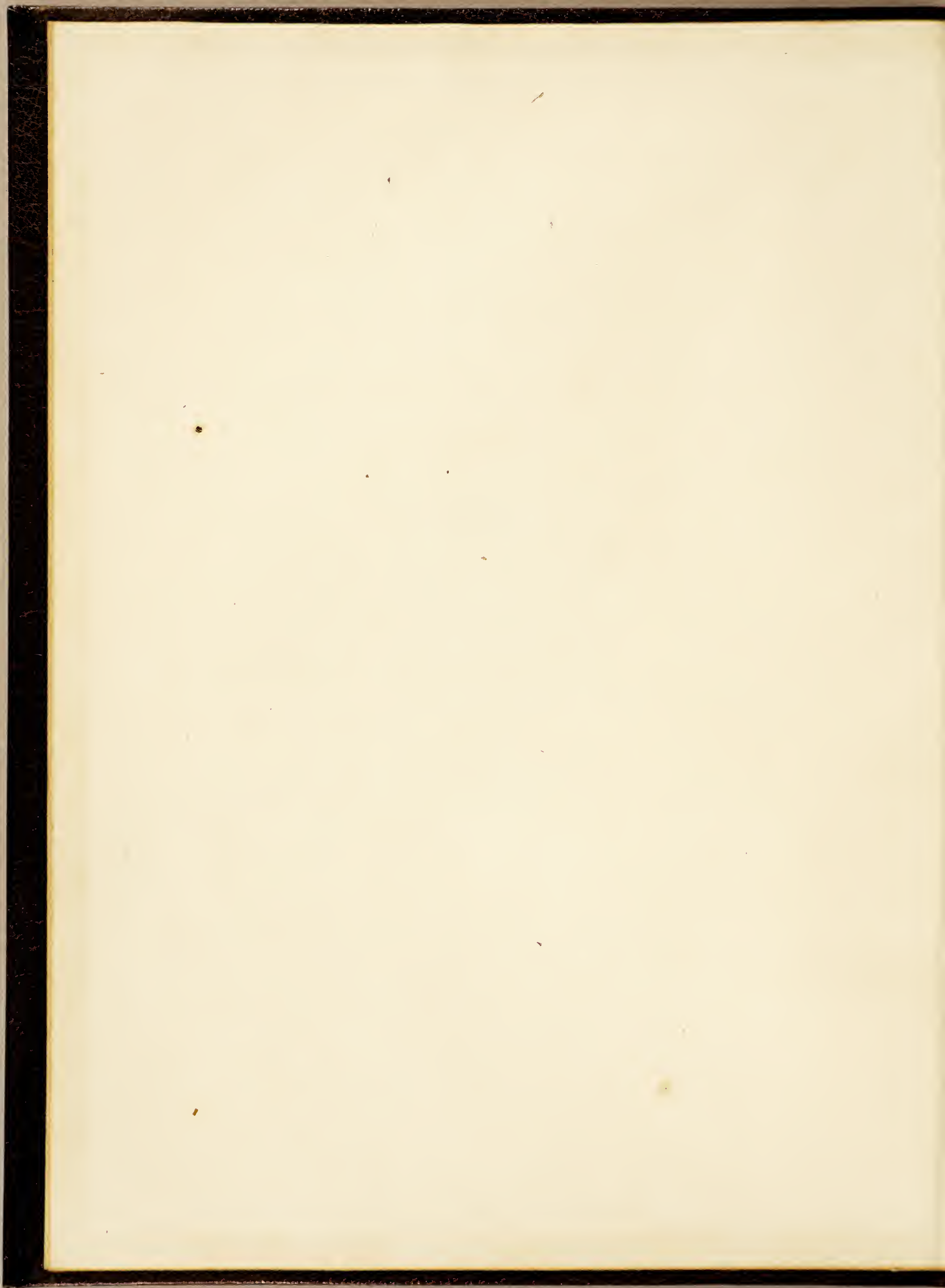


John Carter Brown
Library
Brown University







78.5

Pour servir d'instruction sur le rapport qui vous est parvenu
14 ju. 92. par M. Le Montey au Nom du Comité diplomatique



HTCSK
10
V/5
RÉCLAMATION

DU SIEUR

FRANÇOIS CAZEAU

A LA COUR DE FRANCE,

H.
EN répétition d'une Dette authentiquement reconnue
par le Congrès des États-Unis de l'Amérique.

Rédigée par M. CARRA.

AUJOURD'HUI que la Législation politique des Gouvernemens admet dans ses principes le droit naturel des Individus & celui d'une justice universelle, on ne sera pas surpris de voir un homme, sortant des forêts du Canada, oser réclamer, au milieu de deux grandes Nations, l'effet de leurs promesses, & les droits qu'il acquit à leur reconnoissance.

François Cazeau, guidé par l'amour de la Patrie, & en-

A

imprimé en 88

1360
2
courage par celui de la liberté, a donné un exemple frappant, dans la dernière guerre d'Amérique, du pouvoir de ces deux sentimens réunis sur l'ame d'un homme de bien: il se dévoua tout entier aux intérêts combinés de la France & des États Unis de l'Amérique; non-seulement il exposa sa vie à tous les dangers, prévus ou imprévus, pour servir ces deux Puissances, mais il sacrifia sa fortune, son crédit, son commerce à secourir les *Insurgens*, à approvisionner leurs armées, & à faciliter leurs opérations & leurs succès. Dépouillé de tous ses biens, & proscrit par les ennemis de sa Patrie & de la liberté américaine, il vient aujourd'hui, d'un front respectueux, demander au plus juste des Rois & à la Nation la plus philosophe de l'Univers, non le prix du zèle qu'il a montré pour la cause commune, mais une compensation des pertes qu'il a essuyées, & les sommes qu'il a dépensées, ainsi que les fournitures qu'il a faites en avance & à crédit pour les troupes & les partisans du Congrès. La justice de ses réclamations a été constatée & reconnue authentiquement par ce même Congrès; & c'est en vertu d'un titre aussi solennel, resté jusqu'à présent sans effet, qu'il invoque l'honneur des deux Nations solidaires, pour obtenir l'exécution de leurs promesses & l'acquiescement de ses créances.

HISTORIQUE du Sieur Cazeau, & des services qu'il a rendus à sa Patrie & aux États-Unis.

François Cazeau, né dans la province d'Angoumois, partit de Bordeaux en 1753, pour aller fonder une maison de commerce en *Canada*. Après avoir parcouru les différens établissemens de cette Colonie, & s'être fait connoître avan-

326
tageusement de M. *Duquesne*, Gouverneur-Général, & des principaux Officiers Français qui commandoient dans le pays, il se fixa à *Montréal*. Ce fut de-là qu'il étendit ses affaires & ses correspondances; & en 1755, son zèle & son désintéressement le firent admettre, en concurrence, à ses périls & risques, aux fournitures des vivres, à la formation des magasins & hangards, à la conduite des transports, & aux logemens & campemens de l'armée française. Négociant & Guerrier tout ensemble, il se montra dans les combats, & donna des preuves de son courage, comme il en avoit donné de son intelligence. Dans l'affaire du 21 Janvier 1757, près *la Chute*, à une lieue de *Carillon*, il combattit à la tête des Volontaires, sous les ordres de M. de *Lusignan*, qui remporta la victoire.

Le 13 Mars 1758, il se trouva à une autre rencontre, à deux lieues de *Carillon*, où l'avantage resta également aux Français. Cette même année, au mois d'Août, un de ses bateaux, chargé de provisions & d'habillemens, sous la conduite du nommé *Sans-regret*, fut pris & pillé par les ennemis: au lieu de demander un dédommagement pour cette perte, il se contenta de la venger dans le combat que livra le Général de *Lévi* au Général *Murray*, sur les hauteurs d'*Abraham*, près *Québec*, où son beau-frere & lui, à la tête des Sauvages, s'emparerent d'une batterie de dix canons, & forcerent l'ennemi à la retraite.

Mais les événemens de la guerre ayant forcé, en 1760, la Colonie de capituler, l'activité du sieur *Cazeau* se porta toute entiere alors vers son commerce. Pour faire avec succès celui des pelleteries, il parcourut les contrées au nord-

ouest du *Canada* ; il forma des liaisons avec plusieurs Nations sauvages qui fréquentoient les forts du *Détroit*, de *Michilimakinac* & des *Illinois*, & il établit des Comptoirs dans ces différens postes. Mais ayant appris avec douleur que le Traité de Fontainebleau livroit le *Canada* aux Anglois, il tourna ses regards vers la France, & s'occupa des moyens d'y transférer sa fortune.

Avant de partir, le sieur *Cazeau* fit des envois considérables d'armes & de poudre aux Sauvages du nord-ouest, qui, au lieu de cesser les hostilités, s'étoient emparés du fort de *Michilimakinac*, & harceloient encore les Anglois de ce côté-là : il s'étoit persuadé qu'en entretenant l'animosité de ces Peuples contre les ennemis de sa patrie, il détermineroit le Gouvernement Français à faire de nouveaux efforts pour recouvrer le *Canada*. Arrivé en France, il se présenta dans les Bureaux des Ministres ; il exposa l'état de la Colonie, ses ressources, l'amour des Canadiens pour la Mere-Patrie, & l'attachement des Nations sauvages pour les Français. Des instructions prises dans les Bureaux de la Marine, lui firent entrevoir que l'on n'avoit cédé que pour un tems aux événemens, & que le *Canada* ne resteroit pas long-tems sous la domination angloise.

Plein de cet espoir, le sieur *Cazeau* retourna à *Montréal*, où il s'occupa, avec une ardeur nouvelle, à augmenter son commerce & à consolider ses différens établissemens. Les vexations qu'il commença à éprouver quelque tems après de la part du Gouvernement Anglois, lui firent entrevoir les dangers qu'il avoit à redouter par la suite ; mais l'espoir d'une

1263

révolution prochaine, soutenoit son courage & ses projets; les nouvelles d'Europe le confirmoient dans cette espérance: il reçut, en 1765, une lettre de M. *Dehalles*, Colonel d'infanterie, qui lui annonçoit les préparatifs d'une guerre.

Son unique soin alors fut de former des magasins de toutes parts dans le district de *Montréal* (a), d'augmenter le nombre de ses Commis, de choisir des Agens qui lui fussent dévoués, & d'entretenir des intelligences plus étroites encore avec les Sauvages, sur lesquels il avoit déjà pris une très-grande influence (b). Cette influence, ainsi que la haute considération dont il jouissoit parmi les Colons, lui attirèrent l'attention des Gouverneurs-Généraux. Dans toutes les occasions, on ne manquoit jamais de conférer avec lui sur les matieres importantes, sur les liaisons à former avec les Sauvages, sur certains points de l'administration intérieure du *Canada* (c): la fermentation qui régnoit alors parmi les Colons de l'Amérique Angloise, prescrivait cette politique à tous les Officiers du Gouvernement Britannique dans le nouveau Monde.

Sir *Guy Carleton*, Gouverneur du *Canada*, prévoyant la rupture des Colonies avec la Mere-Patrie, imagina, pour se concilier la faveur des Canadiens, de leur offrir le rétablissement des Loix Françaises. Cette proposition, regardée par le Gouverneur comme un grand coup de politique, ne parut au sieur *Cazeau* qu'un moyen sûr d'établir, entre les Anglois & les Français de cette Colonie, une barriere éternelle, &

(a) Voyez les Pièces Justificatives au Cahier joint à ce Mémoire, Cotte 1.

(b) Voyez Cotte 2, 3 & 5.

(c) Voyez Cotte 3 & 4.

d'unir plus intimément ces derniers entre eux : il signa , avec soixante de ses amis , la Requête dont Sir *Carleton* s'étoit chargé. On fait quels débats cette demande excita dans le Parlement d'Angleterre ; le parti Ministériel prévalut néanmoins , & l'usage des Loix Françaises fut rendu aux Canadiens par un Acte du Parlement , connu sous le titre de *Bill de Québec*.

Attentif à tous les événemens , le sieur *Cazeau* étoit instruit des mouvemens que les nouveaux impôts occasionnoient dans les Colonies , & de la fermentation qui régnoit à *Boston*. Il lui importoit sur-tout de s'assurer si la France prenoit quelque part à ces dissensions. Ses amis l'informerent que deux Gentilshommes Français , envoyés secrètement , promettoient l'appui de la Cour de *Versailles* au Congrès qui se formoit déjà à *Philadelphie* : il apprit en même-tems qu'il arrivoit journellement , des Ports de France , une grande quantité d'armes , de munitions & d'Officiers ; il ne douta plus dès-lors que la guerre ne suivît ces préparatifs , & il se crut au moment de la révolution qui devoit le rendre à sa Patrie.

Tel étoit l'état des choses lorsque les hostilités commencent. Les deux partis tournerent également leurs regards vers le *Canada* ; on y vit s'établir une lutte opiniâtre entre les Anglois & les partisans des États-Unis. On sollicita des deux parts la faveur , ou au moins la neutralité des Canadiens : d'un côté , le Général *Carleton* leur vantoit les avantages du *Bill de Québec* , & répandoit l'or & les graces pour concilier les esprits & déterminer les Colons à prendre les armes contre les *Insurgens* ; de l'autre , le Congrès les invitoit à l'union.

Dans cette circonstance, le sieur *Cazeau* se montra ouvertement l'ami de sa Patrie & de la liberté; il se chargea de l'invitation du *Congrès*, qui lui fut adressée en forme de lettre (a) par la voie de M. *Walker*, ancien Magistrat à *Montréal*, & partisan des Américains; il en fit répandre un grand nombre d'exemplaires dans toute la Province, par ses Commis & Agens; il députa aux Sauvages le nommé *Cavalier* (b), leur Interprete, & s'assura, par ses Préposés à la traite des pelleteries, de toutes les Nations avec lesquelles il commerçoit. Dirigés par le sieur *Cazeau*, les Canadiens dissimulerent avec tant d'adresse que le Général *Carleton* crut pouvoir compter sur eux; & dans cette confiance, il fit partir pour *Boston* toutes les troupes réglées qui étoient alors dans son Gouvernement: il ne conserva près de lui qu'une garde de cinquante hommes.

Instruit de cette évacuation, le *Congrès* donna ordre sur le champ au Major *Brown* qui étoit à *Albany*, de s'avancer vers le *Canada*. Ce Général n'avoit qu'un très-petit nombre d'hommes avec lui, & il se trouvoit alors sans vivres & sans argent: à peine fut-il entré dans la Colonie, qu'il trouva par-tout des secours & des amis. Secondé par les Canadiens, il s'empara successivement de différens postes: en vain le Gouverneur convoqua différentes Assemblées à *Montréal*, pour déterminer les habitans à prendre les armes, le sieur *Cazeau* déconcerta tous ses projets. Une nouvelle armée fut envoyée au secours du Major *Brown*: cette armée manquoit

(a) Voyez cette Lettre imprimée à Philadelphie, par ordre du Congrès, chez Fleury Mesplet, en 1774.

(b) Voyez Cotte 3, 4, 5.

1366

encore de vivres ; les Commis du sieur Cazeau conduisirent , par ses ordres , des farines , des habillemens , des munitions & des armes au Général *Montgomery* qui la commandoit : toutes ces fournitures furent faites à crédit.

Le succès des Américains dans le *Canada* ayant fait connoître au Général *Carleton* la véritable disposition des esprits , il crut qu'il falloit employer la violence pour les contenir ; & à cet effet , il fit emprisonner militairement quelques-uns de ceux qu'il soupçonnoit être les partisans du Congrès. Le plus qualifié étoit ce même *Walker* , ancien Magistrat de *Montréal* , qui avoit remis au sieur Cazeau la lettre du Congrès , pour la faire circuler. Le sieur Cazeau lui-même s'attendoit au même sort ; mais l'influence qu'il avoit sur les Canadiens & les Sauvages , parut sans doute trop puissante (a) au Gouverneur pour hazarder cette fois d'attenter à sa liberté.

Cependant les troupes Américaines s'avançoient vers *Montréal* , sous les ordres de M. *Montgomery* , Commandant en chef. Le Gouverneur *Carleton* instruit de leur approche & incapable de leur résister , prend la résolution de se retirer à *Québec*. Aussitôt le sieur Cazeau monte à cheval & court avertir le Général Américain de la retraite des Anglois ; sur cet avis on fait partir un détachement , qui , descendant par la riviere de Richelieu dans le Fleuve Saint-Laurent , arrive à tems pour s'emparer de la petite flotte de *Carleton*. La prise de *Montréal* suivit bientôt cet événement.

Entrés dans *Montréal* , les Généraux & Officiers Amé-

(a) Voyez Cotte 3 , 4.

ricains furent reçus & logés par le sieur *Cazeau*, qui ouvrit sa bourse à tous ceux qui eurent des besoins. (a)

Quelques jours après, le 16 Novembre 1775, le Colonel *Antill* remit au sieur *Cazeau*, de la part du Général *Washington*, une Lettre d'invitation & d'encouragement, adressée aux Canadiens (b), dans laquelle on trouve ces propres mots: » Je vous supplie, comme amis & freres, de pourvoir à tous » les besoins du corps d'armée que je vous envoie, sous le » commandement d'*Arnold*, & je vous garantis ma foi & » mon honneur pour une bonne & ample récompense, ainsi » que pour votre sûreté & repos.... Rangez-vous sous l'é- » tendard de la liberté, &c. » Le sieur *Cazeau* montra son zèle ordinaire pour faire circuler cette Lettre: elle fut répandue promptement dans le District, ainsi que dans toute la Province: ses Emissaires présentoient à tous les habitans les avantages de l'Union Américaine, & le tableau des malheurs qui les attendoient, s'ils étoient forcés de retourner sous le joug de l'Angleterre. Cette mission eut le succès le plus heureux; les Partisans du Congrès furent affermis dans leur attachement pour lui, & les plus irrésolus même témoignèrent l'intérêt qu'ils prenoient à la révolution.

Pour profiter de ces dispositions favorables, le Général *Montgomery* désira former un corps de Canadiens propre à le seconder dans ses entreprises; en conséquence le sieur *Cazeau* donna ordre aux Commis de ses différens magasins de livrer à crédit (c) aux Canadiens qui voudroient s'en-

(a) Voyez Cotte 6, 7.

(b) Voyez Cotte 8.

(c) Voyez Cotte 9.

rôler sous les drapeaux de la liberté , tout ce qui leur feroit nécessaire , tant en habillemens , qu'en armes , & provisions de bouche. Ces procédés généreux eurent tout le succès qu'on pouvoit en attendre; les Canadiens se rangerent en foule sous l'étendard de M. de *Montgomery* qui en forma plusieurs corps dont il donna le commandement aux Colonels *James-Livengstowen* , *Duggan* & *Hazen*. (a)

Après avoir approvisionné , recruté & pourvu son armée de toutes espèces de munitions, par les soins de M. *Cazeau*, M. *Montgomery* traita avec lui pour les fournitures ultérieures , qui furent toujours faites exactement & à crédit. Bientôt après , ce Général ayant été tué , le commandement de ses troupes passa successivement aux Généraux *Arnold* & *Campbell*.

A cette époque le sieur *Cazeau* découvrit une conspiration contre le Général *Worcester* (b); & sur l'avis & les preuves qu'il en donna , les auteurs furent arrêtés & mis aux fers.

Dans le mois de Janvier 1776 , le sieur *Cazeau* reçut de la part du Congrès , une autre Lettre , adressée aux Canadiens (c); elle est conçue en ces termes: » Nous voyons avec
» joie combien vous avez été touchés par les remontrances
» justes & équitables de vos amis & compatriotes , qui n'ont
» d'autres vues que celles de fortifier & d'établir la cause de
» la liberté ; les services que vous avez déjà rendus à cette

(a) Ces trois Corps de Troupes Canadiennes ont servi les Américains jusqu'à la Paix : ils leur ont été d'un grand secours ; ce qui doit rendre le zèle du sieur *Cazeau* encore plus précieux aux yeux du Congrès.

(b) Voyez Cotte 6.

(c) Voyez Cotte 10.

» cause commune méritent notre reconnoissance, & nous
 » sentons l'obligation où nous sommes de vous rendre le réci-
 » proque.

» Nous ne vous laisserons pas exposés à la fureur de vos
 » ennemis & des nôtres ; deux Bataillons ont reçu ordre
 » de marcher en *Canada*, dont une partie est déjà en route ;
 » on lève six autres Bataillons dans les Colonies unies pour
 » le même service, qui partiront pour votre Province aussitôt
 » qu'il sera possible, & probablement ils arriveront en *Ca-*
 » *nada* avant que les troupes du Ministère sous le Général
 » *Carleton* puissent recevoir du secours. Nous vous con-
 » seillons & vous exhortons d'établir chez vous des Associa-
 » tions en vos différentes Paroisses, de la même nature que
 » celles qui ont été si salutaires aux Colonies unies ; d'élire
 » des Députés pour former une Assemblée provinciale chez
 » vous, & que cette Assemblée nomme des Délégués pour
 » vous représenter en ce Congrès. »

Le sieur *Cazeau* fit circuler cette Lettre avec le même zèle qu'il avoit montré pour les précédentes ; elle eut le même succès ; mais les Bataillons annoncés n'arrivant pas, on n'osa point former les associations recommandées ; on attendit les événemens. Tout ce que le sieur *Cazeau* lui-même put faire dans ces circonstances, fut d'avertir les Généraux *Weschester* & *Arnold* du plan que les Partisans de l'Angleterre avoient formé secrètement pour attaquer l'armée Américaine & la mettre entre deux feux. Cet avis déconcerta les mesures du Général *Carleton*, & le détachement qu'il avoit envoyé à cet effet fut battu & dispersé.

Une seconde conspiration s'étoit formée , en Avril , contre le Colonel *Hazen* & M. *Haywood*. (a) Le sieur *Cazeau* en fut encore instruit par ses Emissaires : il chargea M. *Mecrea* d'en avertir le Colonel , & cette conspiration n'eut aucune suite.

Peu de tems après , le sieur *Cazeau* fut informé que les Habitans des environs de *Montréal* avoient reçu une invitation de la part du Général *Carleton* pour s'assembler au poste des Cédres , sous le Capitaine *Moore* , afin de s'opposer aux Américains , qui alloient en prendre possession sous les ordres du Colonel *Bedel* ; (b) il se rendit aussitôt sur les lieux , mit ses Commis en campagne (c) , & parvint à détourner les Habitans du projet que le Gouverneur leur avoit suggéré. Après cette démarche , le sieur *Cazeau* eut une entrevue avec l'Officier qui commandoit en l'absence de M. *Bedel* , & l'instruisit de la marche qu'il devoit tenir , & des précautions qu'il avoit à prendre. Au moyen de cet avis , l'Officier Américain arriva heureusement aux Cédres dont il prit possession sans obstacle.

Au moment où de simples Particuliers servoient si utilement la cause commune , on apprit avec effroi l'arrivée d'une flotte Angloise dans la rade du Fleuve Saint-Laurent.

Cette flotte portoit 8,000 hommes de troupes aux ordres de M. *Burgoyne*. Le Général *Arnold* ne se trouvant point en état de résister à l'ennemi , leva le siège de *Québec* , & se replia sur *Montréal* , où il ne séjourna que trois jours : il em-

(a) Voyez Cotte 6.

(b) Cotte 11.

(c) Cotte 12.

ploya cet espace de tems à conférer avec les Français, qu'il assura d'un prompt retour: il traita avec le sieur *Cazeau* pour les fournitures à faire, tant des troupes cantonnées à *Carillon* & au *Lac Champlain*, que de l'armée qu'il annonçoit pour l'Automne ou le Printems suivant. Deux Américains de l'Armée du Général *Arnold*, le Major *Ganswood* & le Docteur M^c. *Crea*, écrivirent, en partant de *Montréal*, leurs noms sur un Registre du sieur *Cazeau*, pour servir aux intelligences & en assurer la fidélité réciproque.

La retraite du Général *Arnold* laissant de nouveau la Province à la discrétion des Anglois, la plûpart des Habitans que leur zèle avoit emportés trop loin contre le Gouvernement Britannique, abandonnerent leur pays pour chercher un asyle dans les Etats-Unis; le sieur *Cazeau* resta pour continuer d'être utile.

Tout avoit changé de face, & le parti des Anglois dominoit impérieusement dans le *Canada*: le Gouverneur *Carleton*, qui n'avoit point perdu de vue le sieur *Cazeau*, soit pour lui tendre un piège, soit pour tirer parti de l'influence de ce Négociant sur les Colons, lui fit proposer par le sieur *Brook-Walton* de former un Corps de la Bourgeoisie & des Habitans de *Montréal*, dont on lui donneroit le commandement; on lui proposoit en même tems de se charger de la fourniture de l'Armée.

Le sieur *Cazeau* ne crut pas devoir refuser, sur le champ, ces propositions; mais ayant demandé vingt-quatre heures pour y réfléchir, l'amour de la Patrie, & celui de la liberté, le déterminèrent à s'excuser envers le Général; d'une part,

sur ce qu'il étoit peu propre au Commandement Militaire ; & de l'autre , sur l'état de ses affaires , qui ne lui permettoit pas d'entreprendre les fournitures de l'Armée Angloise. Ce double refus devint le signal des vexations & des persécutions qu'il éprouva constamment ensuite : on commença d'abord par mettre dans sa maison une garnison de six soldats & quatre officiers , avec la liberté d'y vivre à discrétion , & d'en user militairement avec lui & sa famille ; liberté dont ils profitèrent avec toute la licence & la brutalité d'une vile soldatesque (a). Bientôt après les Partisans de l'Angleterre présentèrent une requête au Gouverneur pour demander que le sieur Cazeau fût transporté aux Indes , comme ayant fomenté la rébellion dans les Assemblées publiques. Cette accusation n'eut pas de suite , mais on ne le traita pas moins en rébelle ; on s'empara de 400 charretées de planches qui étoient dans ses moulins pour la reconstruction du Fort S. Jean ; & cette quantité étant insuffisante , on exigea qu'il fît à ses frais , une exploitation dans les bois non concédés qu'on lui assigna ; & quelque temps après on imagina de lui intenter une action en payement de ces mêmes arbres , sous prétexte qu'ils avoient été pris dans la concession d'un Particulier (b) ; il justifia que la coupe avoit été faite , ainsi qu'elle avoit été prescrite , dans les terres non concédées , & malgré cette justification , il ne put obtenir son renvoi d'instance.

Ces vexations militaires & judiciaires n'étoient que le prélude de celles qu'il avoit à essuyer. Les Officiers du vingt-neuvième Régiment en quartier au Fort S. Jean , proscrivi-

(a) Voyez la Cotte 20.

(b) Voyez Cotte 13.

rent sa tête, & ordonnerent à leurs soldats de lui brûler la cervelle lorsqu'il viendrait à ses moulins. Un de ses hôtes, le Capitaine *Croisière*, s'étoit chargé de veiller sur ses démarches, & d'en avertir les assassins; mais un Officier Anglois, plus humain que ses camarades, informa le sieur *Cazeau* de ce complot, & le coup fut manqué.

A cette époque, le sieur *Brook Waltson*, à qui le sieur *Cazeau* avoit fourni des remises sur l'Europe, le fit assigner à lui payer sur le champ le montant de ces remises. En vain le sieur *Cazeau* justifia-t-il de l'acceptation de ces mêmes remises, & des conventions à cet égard, il fut condamné; il offrit de s'acquiescer, mais on refusa son argent (a); & pour éviter l'exécution de la Sentence, il fut obligé de donner caution du triple de ce qui lui étoit demandé.

Pour la première fois, le sieur *Cazeau* s'avisa de réclamer quelques sommes de ses débiteurs; on ordonna qu'il produiroit ses titres: il les produisit, on s'en saisit; mais au lieu de lui rendre justice, on défendit à tout Procureur de lui prêter leur Ministère.

Il avoit actionné le sieur *Cartier*, Seigneur de la Salle, en paiement de sommes considérables, hypothéquées sur cette Seigneurie: le sieur *Cartier* produisit une vente simulée; le sieur *Cazeau* en donna la preuve, mais il n'en fut pas moins débouté de sa demande: il entendit à cette occasion les mots suivans: *il mérite de perdre ses biens, c'est un rebelle.*

Il avoit formé une demande de 384 liv. sterlings, qui lui

(a) Voyez Cotte 13 bis.

étoient dues par un sieur *Ribot*, non-seulement il fut débouté, mais condamné à payer à son débiteur la somme de 569 liv. sterlings.

On sent assez quels étoient les motifs d'une pareille oppression. Il étoit facile sans doute d'emprisonner le sieur *Cazeau* & de confisquer ses biens; mais en employant ces voies de fait, on auroit aigri les esprits, & augmenté le nombre des ennemis du Gouvernement Britannique. Employer les formes de la Justice, c'étoit user d'un moyen plus efficace & moins dangereux. Enfin tout Sujet du Roi d'Angleterre qui se trouvoit débiteur d'un Partisan des Américains, n'étoit pas tenu en Justice de le payer; & celui réputé rébelle, à qui on faisoit quelque demande, juste ou injuste, étoit condamné sur le champ. C'étoit ainsi que le Gouvernement Anglois, dans le *Canada*, tâchoit de détruire le pouvoir, l'influence & la fortune des Partisans de l'Amérique & de la liberté.

Au milieu de ces vexations, le sieur *Cazeau* ne perdoit pas de vue, un seul instant, les intérêts qui lui étoient confiés: il donna ordre à ses Commis de faire des achats considérables pour les fournitures de l'Armée Américaine; & de son côté, il fit moudre, pour le même objet, 12,000 minots de bled (a). On disoit ouvertement que cette fabrication étoit destinée aux *Insurgens*, & qu'il falloit mettre le feu à ses moulins. Pour sauver les apparences & ôter à ses ennemis le prétexte de lui nuire, le sieur *Cazeau* fit délivrer à l'Armée Angloise 1660 quintaux de cette même farine (b).

(a) Voyez Cotte 9.

(b) Voyez Cotte 9.

1325
 Au Printemps 1777, le sieur *Cazeau* avait fait acheter par *Robert Kieth*, cinq bateaux de liqueurs & autres munitions pour expédier au Général *Arnold*, qui étoit alors à *Carillon* & sur le *Lac Champlain*. (a) Trois de ces bateaux furent conduits par ce même *Kieth*, avec ordre de les délivrer au premier Officier Américain, sur un simple reçu. Mais le convoi étant arrivé à *Carillon*, on trouva ce poste évacué : *Robert Kieth* donna avis de cet événement au sieur *Cazeau*, qui lui ordonna de suivre l'Armée des *Insurgens* (b). Dans l'intervalle, un détachement, commandé par le Major *Brown*, fit une descente à *Carillon*, & prenant le convoi de *Kieth*, pour un convoi des ennemis, fit faire plusieurs décharges sur ces bateaux, tua un homme, mit les autres en fuite, s'empara des provisions, & détruisit ces mêmes bateaux, sans soupçonner, ni pouvoir être instruit qu'ils étoient destinés pour lui.

A cette époque le sieur *Cazeau* gagna la confiance de deux Emissaires secrets de sir *John Johnson*, Sur-Intendant des affaires des Sauvages pour le Gouvernement Britannique. L'un d'eux lui dévoila tout le plan de la campagne pour la marche des troupes Anglaises, le projet de jonction de l'armée du Général *Burgoyne* à celle du Général *Clinion*, & l'attaque de différentes places. Il convint même d'avertir toujours les Américains vingt-quatre heures avant les Anglois, des ordres dont il étoit & seroit chargé pour ces derniers : au moyen de cette intelligence, le Fort *Espanix*, occupé par le Colonel *Ganswood*, Officier Américain, fut sauvé ; le Colonel *Solinger*, qui en avoit entrepris l'attaque, fut complet-

(a) Voyez Cotte 9.

(b) Voyez Cotte 9 & 14.

tement battu, & sir *Johnson*, forcé, après un violent combat, de se retirer en déroute dans l'Isle au *Chevreuil*, sur le *Lac Ontario* : événement qui empêcha la jonction projetée de l'Armée de *Clinton* avec celle de *Burgoyne*, & qui prépara la victoire que *Gates* remporta peu après à *Saratoga* (a).

Les autres opérations de la campagne ne répondoient point à ces succès : l'Armée que le *Congrès* avoit annoncée par sa proclamation, ne parut pas : les munitions préparées par le sieur *Cazeau* dépérirent, & les farines s'échauffèrent, faute de bras pour les remuer, car on enlevoit dans les visites journalières qu'on faisoit chez le sieur *Cazeau*, les ouvriers qui osoient travailler pour lui (b), & on les condamnoient à quinze jours de corvées aux travaux du *Fort S. Jean*.

La politique anglaise s'efforçoit principalement à armer les Sauvages contre les *Insurgens* : *Campbell* leur prodiguoit les dons & les promesses, mais jamais il ne put réussir à gagner une seule nation des *pays d'en haut*. Le sieur *Cazeau*, soit par ses Préposés à la traite des pelleteries, soit par ses émissaires, & plus encore par lui-même, en accueillant dans sa maison, tous les Chefs & les envoyés de ces Nations, leur persuada toujours d'observer la neutralité, » c'est une dispute de frères, » (leur disoit-il) ; après la réconciliation vous resteriez ennemis des uns & des autres ».

(a) » Cet événement fut d'autant plus favorable au triomphe des Américains » à *Saratoga*, que, par les avis secrets du sieur *Cazeau*, & par ses démarches » empreffées, les Habitans de la *Rivière Mohawks* & des environs se réunirent » assez tôt sous les Drapeaux du Général *Arnold*, pour résister aux deux Corps de » Troupes commandées par le Colonel *Solinger* & Sir *Johnson*, & pour aller » joindre ensuite l'Armée de *Gates*.

(b) Voyez *Cotte* 15.

Cependant *Burgoyne* persistoit dans le dessein de partager en deux les forces de l'Amérique, en se réunissant à l'armée de *Clinton*, qui étoit parti à cet effet de *Newyork*. Il trouva *Ticonderago* évacué; il continua de s'avancer avec sécurité; mais les Américains qui n'avoient quitté ce poste que pour se rassembler en un corps plus nombreux, s'arrêtèrent & l'enveloppèrent à *Saratoga*, où ils firent prisonnière son armée entière.

Le sieur *Cazeau* est bien éloigné de s'attribuer la gloire de cet événement, mais il croit au moins avoir coopéré essentiellement à le préparer, soit par les dispositions où il entretenoit les Canadiens, chez lesquels *Burgoyne* trouvoit autant d'ennemis que d'individus; soit en empêchant les Sauvages de se joindre aux Anglois; soit par les avis continuels & réitérés qu'il faisoit parvenir aux Généraux Américains; soit enfin par la déroute des troupes du Colonel *Solinger* & de sir *Johnson*, dont le sieur *Cazeau* avoit été la véritable cause.

Cet événement si avantageux pour le parti des *Insurgens*, si décisif pour leur destinée subséquente, ne changea rien à l'état & à la position des Canadiens. Le Général *Gates*, après avoir pris *Burgoyne*, au lieu d'entrer dans le *Canada* où il étoit désiré, & où il auroit fait une révolution complète, s'endormit sur ses lauriers, où, peut-être, des ordres contraires ne lui permirent pas de faire cette démarche.

Le sieur *Cazeau* s'aperçut bientôt de l'effet que cet abandon de la part des Américains produisoit sur les esprits. Tous les habitans du district de *Montréal* demandoient

sans cesse si l'Armée des États-Unis (a) avançoit, disant qu'ils étoient prêts à se joindre à elle. Cette Armée ne s'approchant point, le sieur Cazeau eut à lutter contre un découragement général.

La nouvelle du Traité d'amitié & de commerce, signé le 6 Février 1778, entre la France & les États-Unis, vint ranimer l'espérance, & servit puissamment au sieur Cazeau pour raffermir & encourager les Patriotes. Il envoya sur le-champ cette nouvelle aux Nations sauvages, en leur faisant représenter les grands avantages de la protection du Roi de France. Il députa ensuite plusieurs personnes au Congrès, pour l'assurer de la continuation des bonnes dispositions des Canadiens, & pour demander, en leur nom, une armée, afin de les délivrer des Anglois. Le sieur Cazeau regardoit cet événement comme infaillible, & l'annonça publiquement.

A cette époque, un des Commis du sieur Cazeau avoit gagné trois cents Allemands, qui devoient, lorsque les armées seroient en présence, passer, à la première décharge, dans les lignes des Américains; mais l'armée attendue n'arrivant pas, les Allemands s'impatientserent & résolurent de déserter, pour se rendre sur le territoire des États-Unis. Ils étoient sur le point de partir, lorsqu'un traître découvrit le complot; on les arrêta, & on en punit le tiers.

En Octobre 1778, le sieur Cazeau ayant voulu porter au Tribunal du Gouverneur la révision de son affaire contre le

(a) Voyez Cotte 12.

Seigneur de la Salle; pour toute justice, on lui ordonna de se taire. 1779

Constant dans son zèle, & toujours épiant les occasions de servir la cause des États-Unis, le sieur Cazeau avoit négocié avec un Officier Anglois, de distinction, pour faire livrer le Fort Sorel aux armes du Congrès. Ce Fort renfermoit soixante-sept pieces de canon, dix-sept mortiers, & quinze cents hommes de garnison: tout étoit convenu, & le sieur Cazeau avoit envoyé le nommé Jean-Baptiste, Sauvage du Saut-Saint-Louis, au premier Général Américain qu'il rencontreroit, afin de l'avertir que tout étoit disposé pour l'exécution de ce plan. Ce Sauvage s'étoit acquitté de sa commission auprès du Général Schuyler, qui l'avoit renvoyé au Congrès (a). Mais aucun Officier Américain ne se présentant au rendez-vous donné, le Fort Sorel resta entre les mains des Anglois.

En Novembre 1778, le P. Germain, ex-Jésuite envoya au sieur Cazeau, de la part de M. le Comte d'Estaing, une déclaration au nom du Roi de France, adressée aux habitans du Canada, ses anciens Sujets (b). « Je soussigné, (dit cette » déclaration) autorisé par Sa Majesté, & revêtu par-là du » plus beau des titres, chargé, au nom du Pere de la Patrie & du » Protecteur bienfaisant de ses Sujets, D'OFFRIR UN APPUI » à ceux qui étoient nés pour goûter les douceurs de son Gouvernement, à tous ses Compatriotes de l'Amérique septentrionale. Se lier avec les États-Unis, c'est s'assurer son

(a) Voyez Cotte 4.

(b) Voyez Cotte 16.

» bonheur ; . . . & je déclare formellement , au nom de Sa
» Majesté , qui m'y a autorisé , & qui m'a ordonné de le faire ,
» que tous ses anciens Sujets de l'Amérique septentrionale qui
» ne reconnoîtront plus la suprématie de l'Angleterre , PEUVENT
» COMPTER SUR SA PROTECTION ET SON APPUI ».

Les Canadiens reçurent avec des transports de joie cette assurance énergique & positive de la protection du Pere de la Patrie. Le sieur Cazeau , dont le zèle ne s'étoit jamais ralenti pour la cause des États-Unis , eut la consolation de voir , dans cette déclaration du Roi de France , l'approbation la plus authentique de sa conduite , & un moyen infailible de maîtriser plus efficacement les esprits de ses concitoyens : il ne perdit point de tems ; il envoya sur-le-champ aux Sauvages cette preuve écrite de la volonté de leur Pere , car c'est sous ce nom qu'ils désignent entre eux le Roi de France.

Regardant comme certain l'envoi d'un corps de troupes dans le Canada , le sieur Cazeau renouvella son projet sur le Fort Sorel. Pour cet effet , il se procura de nouvelles entrevues avec le même Officier Anglois dont il a été parlé plus haut , & tous les deux , de concert , firent partir , au commencement de Juillet 1779 , un Sauvage de la Nation Anoyote , avec une lettre contenant toutes les instructions nécessaires , le changement qui s'étoit fait dans les esprits , & la demande d'un corps de troupes pour rentrer dans le Canada le plutôt possible. Le Général Schuyler reçut cette lettre , & l'envoya , par le même Sauvage , à l'honorable Congrès (a).

(a) Voyez Cotte 4.

Le projet proposé ne fut point exécuté, & le moment le plus favorable qui s'étoit présenté depuis la guerre, pour opérer la révolution désirée, fut encore manqué, sans que le sieur *Cazeau* pût en concevoir les raisons; il reçut seulement par deux Sauvages, Espions du sieur *Campbell*, & qui revenoient de l'État de *Vermont*, un avis du Général *Belly*, par lequel on lui annonçoit qu'il y avoit des magasins de vivres établis pour l'armée destinée à entrer en *Canada*.

Au mois d'Octobre suivant, toute l'artillerie du fort *Sorel* fut transportée à *Québec*, où elle fut ensuite embarquée sur des vaisseaux Anglois, avec toutes les poudres qui se trouvoient dans cette dernière place. Ces mouvemens ayant attiré l'attention du sieur *Cazeau*, il chercha à connoître la véritable situation de *Québec*, & les moyens qui restoit pour la défendre. Il apprit avec certitude que cette Ville n'avoit de munitions de guerre que pour soutenir un siège de huit jours, & que ses provisions de bouche ne consistoient qu'en dix-sept mille barrils de farine, pois, légumes, &c, sans espérance d'en recevoir si-tôt d'Angleterre, attendu que la saison étoit trop avancée. D'un autre côté, il n'y avoit alors dans toute l'étendue du Pays que quatre mille cinq cents hommes de troupes. Ces circonstances parurent encore très-favorables au sieur *Cazeau* pour rappeler les Américains; il jeta les yeux sur un Ecoissois nommé *Kenay*, Commis chez M. *Charles Hay*, Négociant à *Québec*, afin de l'envoyer au Congrès avec des instructions adressées au Colonel *Hay*. Le Guide qu'on donna à *Kenay*, pour sortir du *Canada*, eut l'imprudence de s'associer un Sauvage, nommé *Beauvoir*, qui les trahit; *Kenay* & son Guide furent arrêtés au moment de leur

départ de *Châteaugay*, & conduits dans les prisons de *Montréal*. Le sieur *Cazeau* tenta, mais en vain, pendant plusieurs jours, de faire parler aux Prisonniers pour les engager au secret, personne ne put les approcher. Il se décida alors à confier le double des instructions de *Kenay* au sieur *Myner*, jeune homme propre à ses desseins, & dont il s'étoit assuré en le gardant chez lui plusieurs mois. Pour preuve de sa mission, il lui remit la signature de *M. Ganswood*.

Tandis que le sieur *Cazeau* continuait à chercher l'occasion de voir les Prisonniers, le Général *M.^cleann*, Commandant à *Montréal*, tâchoit de tirer quelques éclaircissemens de *Kenay*; mais n'en pouvant obtenir de ce jeune homme, il menaça le Guide Canadien de le faire pendre, s'il ne déclaroit la personne qui les avoit expédié. Intimidé par cette menace, le Guide nomma le sieur *Cazeau*. Aussi-tôt, le Général *M.^cleann* se transporta dans la maison du sieur *Cazeau* pour l'arrêter. Ce dernier étoit parti pour *Québec*, où, quinze jours après, il fut arrêté & mis en prison (a). *Charles Hay* éprouva le même sort, parce que c'étoit son Commis qu'on avoit expédié, & qu'on ne doutoit point qu'il ne fût complice.

Du fond de sa prison, le sieur *Cazeau* conserva son influence; il eut bientôt gagné ses Gardes, par l'or qu'il leur prodigua; & de cette manière, il acquit la liberté de recevoir & de donner encore des instructions & des avis (b). Son premier soin fut d'ordonner à *Myner* de se rendre directe-

(a) Voyez Cotte 17.

(b) Voyez Cotte 13.

ment auprès du Congrès. Myner partit sur-le-champ avec Simon Pillet & trois autres personnes.

Persuadé qu'une flotte Française seroit envoyée en *Canada*, le sieur Cazeau fit introduire dans sa prison un Pilote-côtier dont il connoissoit les dispositions : ils convinrent ensemble que , sous prétexte d'aller à la pêche de la morue , ce Pilote , & quelques-uns de ses amis , iroient en croisière pendant toute la saison , pour attendre la flotte Française & la conduire , sans danger , dans ces parages. Cet honnête Français rendit au sieur Cazeau l'argent qu'il lui avoit fait tenir pour cette expédition , *ne voulant*, disoit-il , *d'autre récompense que le plaisir d'être utile*. Il s'acquitta avec zèle de cette importante commission pendant les années 1781 & 1782.

Chaque fois que les deux Espions du Gouvernement Anglois, dont on a déjà parlé plus haut , étoient députés par le Gouverneur pour *New-York* , ils venoient en donner avis au sieur Cazeau dans sa prison ; & chaque fois , le sieur Cazeau les chargeoit d'instructions pour les Américains , sur le nombre des troupes , la position , les mouvemens & les projets de leurs ennemis ; ils s'acquittoient fidelement de leurs commissions. Le sieur Cazeau faisoit plus encore ; pour ne manquer aucune occasion , il faisoit évader presque tous les jours des Prisonniers de guerre , par les moyens qu'il leur procuroit , & en leur fournissant l'argent nécessaire ; & chaque fois , il donnoit à l'un d'eux des instructions pour le Congrès & les Généraux Américains. Il en fit évader trente-cinq en une seule fois , au mois d'Août 1780. (a)

(a) Voyez Cotte 12, 22.

Sur la fin de l'Automne , on vendit , ou plutôt on confisqua les biens du sieur Cazeau. Son épouse voulut demander la distraction des siens (a) ; mais elle fut déboutée de sa demande ; & le 31 Décembre , on la chassa de son domicile avec toute sa famille. Un Ami généreux osa leur donner asyle (b).

Les instances du sieur Cazeau auprès du Congrès & des Généraux Français, ne pouvoient pas rester sans effet. Le 20 Janvier 1781, le sieur Cazeau reçut l'agréable nouvelle qu'une armée se rassembloit enfin à *Albany* pour entrer en *Canada*, sous les ordres de M. le Marquis de la Fayette. A ce nom chéri , les Français ne purent contenir leur joie ; elle éclata publiquement. D'un autre côté, le Gouvernement Anglois en fut si allarmé qu'il ne put cacher son inquiétude. On fit insérer dans la Gazette de *Québec*, » que par des avis reçus, on » avoit appris que les Rebelles se préparoient à entrer dans » la Province pour voler, piller, & n'épargner ni femmes ni » enfans ; que pour éviter un tel désordre, tous les anciens » & nouveaux Sujets étoient invités à s'unir comme freres » & bons patriotes, & à s'armer pour repousser cette canaille, » & abattre le pouvoir & l'orgueil de la Maison de Bour- » bon. » (c)

Le sieur Cazeau étoit prévenu qu'une Armée Angloise iroit au-devant de celle de M. de la Fayette, & qu'il y auroit une

(a) Voyez Cotte 19.

(b) Voyez Cotte 20, 21.

(c) Voyez la Gazette de *Québec*.

bataille sur les frontières du *Canada* ; il fit avertir en conséquence l'Officier Anglois qui lui étoit dévoué, pour se rendre dans sa prison ; & là , il fut convenu entre eux , que lorsque les deux Armées se trouveroient à la distance de dix lieues l'une de l'autre , cet Officier feroit déserteur un soldat de confiance , pour donner avis à M. de la Fayette ou à tout autre Général de l'Armée Américaine , des plans ci-après : 1^o. qu'à la seconde décharge de l'Armée Angloise , cet Officier Anglois se retireroit par derrière pour envelopper le Général en Chef , & le mettre entre le feu des *Insurgens* & le sien ; qu'il le sommeroit alors de se rendre , & qu'à son refus , il feroit tirer sur lui. Ce plan devoit être mis à exécution en tout tems dans une action générale , & non autrement.

Et 2^o. que si le Général Anglois évitoit d'engager une action , & que l'Officier dévoué au sieur *Cazeau* se trouvât en garnison dans la Capitale , ou dans une Forteresse , il enverroit un Exprès au nom du sieur *Cazeau* pour prévenir les Américains , & convenir d'un signal , afin de livrer de nuit une porte de la Ville & tourner les armes contre les Anglois. Pour agir plus efficacement dans ces occasions , l'Officier dévoué au sieur *Cazeau* essaya d'obtenir son élargissement , en faisant offrir des cautions ; mais on les refusa.

Monsieur de la Fayette avoit envoyé trois Sauvages au sieur *Cazeau* pour lui remettre une proclamation pareille à celle de M. le Comte d'*Esflaing*. (a) Ces Sauvages la porterent à

(a) Voyez Cotte 5.

Madame *Cazeau* pour la faire passer à son mari ; mais comme ils avoient ordre d'exiger un reçu , elle craignit que ce ne fût un piège , & refusa de la recevoir , jusqu'à ce qu'elle en eût instruit le sieur *Cazeau*. (a) Au moment où celui-ci ap- prenoit ce détail , un Officier Américain vint lui annoncer que , dans un Conseil tenu à *Albany* , le Général *Arnold* s'é- toit opposé au départ de M. le Marquis de la *Fayette* , & que son sentiment avoit prévalu. Le jeune Héros Français auroit pû venir seul , il eût trouvé assez de soldats.

Trompé dans une attente si flatteuse , le sieur *Cazeau* néan- moins ne se rebuta pas ; il pensa que le Congrès mieux inf- truit de l'état vrai des choses , se décideroit enfin à l'expédi- tion projetée. Pour cet effet il proposa au nommé *Lateriere* , Maître de forges des trois Rivières , qui étoit alors dans la mê- me prison , de le faire évader ; il lui donna cent guinées & des instructions très-positives. Le mur de la prison étoit percé ; mais ce malheureux manqua de courage , & la crainte d'être pendu lui fit préférer de rester dans l'esclavage. Le Gui- de que le sieur *Cazeau* avoit fait trouver à l'heure , & au ren- dez-vous marqué , partit seul.

En Octobre 1781 , le sieur *Cazeau* , d'intelligence avec un sieur *Rey* , Officier Français , détenu prisonnier dans la mai- son du Prévôt *Martial* , députa un Exprès (b) au Congrès & au Ministre de France (*M. de la Luzerne*) pour solliciter de nouveau l'entrée d'un Corps de troupes dans le *Canada*. Il re-

(a) Voyez Cotte 5.

(b) Voyez Cotte 22.

cevoit pendant la nuit dans sa prison les Chefs des Sauvages pour conférer avec eux & les maintenir dans leurs dispositions. Non content de ces démarches, il faisoit évader encore chaque jour des prisonniers pour aller aux informations. Enfin, impatient de ne recevoir aucune nouvelle de l'Exprès député au *Congrès*, il fit partir le sieur *Rey* lui-même (a) pour solliciter & décider l'expédition; mais des ennemis secrets s'opposoient constamment dans le *Congrès* à cet utile & facile projet.

Vers ce même tems, le fils aîné du sieur *Cazeau* fut emprisonné (b); on lui fit subir pendant 35 jours plusieurs interrogatoires sur les démarches secrètes que son pere lui faisoit faire. Il fut élargi ensuite, ou plutôt rendu au désir de ses Concitoyens qui le redemandoient hautement.

Bientôt après, le sieur *Cazeau* fut informé de la trahison du Général *Arnold*. Cet Officier Américain avoit vendu le Fort de *West-point* où il commandoit, pour 40000 liv. sterling, & un Brevet de Brigadier-Général; mais au moment où ce Fort alloit être livré aux Anglois, le projet avoit été découvert; le Major *André* qui étoit venu pour s'en emparer, avoit été pris, & *Arnold* avoit eu le bonheur de se sauver, & de gagner les Frégates Angloises. Cette nouvelle confirmée par la voix publique, expliqua au sieur *Cazeau* le silence du *Congrès*, causé par l'opposition d'*Arnold* à l'expédition du *Canada*, & en même tems la cause du refus que le Gouverneur

(a) Voyez Cotte 22.

(b) Voyez Cotte 23.

Haldimand avoit fait de lui rendre sa liberté, sous la caution de MM. & Il comptoit encore sur la négociation du sieur *Rey*, & il attendoit avec impatience de ses nouvelles; mais il apprit bientôt que le Général *Washington* avoit en vain sollicité lui-même l'agrément du Congrès, & du Ministre de France, pour faire entrer en *Canada* les troupes Françaises commandées par M. de *Rochambeau*.

Découragé par tant de circonstances contraires, le sieur *Cazeau* chercha alors à se procurer à lui-même la liberté qu'il avoit procurée à tant d'autres; il fit percer le mur de sa prison, & envoya un exprès au Colonel *Gordon* & à quelques autres Officiers, prisonniers au bas de l'Isle d'Orléans, pour les avertir & les engager à partir avec lui. Un canot qu'on avoit envoyé de nuit, conduisit le sieur *Cazeau* & ses compagnons hors de l'Isle, & ils se mirent en route pour la Nouvelle-Angleterre.

L'instant où le sieur *Cazeau* se déroboit à une captivité de 859 jours, fut le plus douloureux de sa vie: il laissoit une femme & quatre enfans dépouillés d'une brillante fortune, & confiés aux soins de quelques amis généreux, qui devenoient coupables eux-mêmes aux yeux du Gouvernement, en leur donnant asyle. Enfin il abandonnoit aux mains de ses ennemis, tout ce qu'il avoit de plus cher au monde, pour obéir à la voix de la Patrie & à celle de la liberté.

Il seroit inutile, pour l'intérêt de ce Mémoire, de décrire les souffrances que le sieur *Cazeau* & ses compagnons éprouvèrent dans leur voyage; il suffira de dire qu'étant forcés de

suivre des chemins détournés pour éviter la rencontre des Anglois, ces infortunés se virent souvent exposés à périr de faim & de misère. L'humanité de quelques Nations sauvages qu'ils rencontrèrent sur leur route, leur sauva la vie à différentes reprises. Ce ne fut qu'après 68 jours de marche & de fatigue, & le premier Novembre 1782, qu'ils arrivèrent à *Boston*, où les Négocians & les principaux de la Ville les reçurent avec un empressement bien propre à adoucir le souvenir de leurs peines.

Après avoir recouvré quelques forces, le sieur *Cazeau* se rendit auprès de M. le Marquis de *Vaudreuil*, Commandant la flotte française, auquel il exposa l'état des choses en *Canada*, & la facilité qu'il y avoit alors d'y opérer une révolution complète en faveur de la France & des Etats-Unis. M. de *Vaudreuil* ne put rien répondre de positif à cet égard au sieur *Cazeau*; mais il témoigna le plus tendre intérêt à ce qui le concernoit personnellement, & lui donna, au nom du Roi, des marques de bienveillance. Vingt-cinq habitans de *Boston* manifestèrent de même leur sentiment pour lui, en le priant d'accepter une somme de 160 louis, comme une faible marque de leur reconnoissance. Avec ces secours, le sieur *Cazeau* entreprit le voyage de *Prince-Town*, où étoit alors le Congrès; mais à son arrivée il apprit que le Congrès venoit de partir pour *Philadelphie*, & il se rendit aussi-tôt dans cette Capitale des Etats-Unis.

En Janvier 1783, il remit au Ministre de France & au Congrès, le Mémoire de ses répétitions. Ce Mémoire ne contenoit qu'une partie des faits qui militent en sa faveur. Il lui

étoit impossible alors de les exposer tous, & dans leur ordre naturel : l'affoiblissement de ses organes influoit encore sur sa mémoire ; mais les services étoient récents, ils étoient connus du Congrès lui-même & de tous les Généraux.

L'examen de son Mémoire fut envoyé à un Comité, qui fit son rapport le 6 Février en ces termes (a) : » Rapporte que
» le sieur Cazeau possédoit une fortune considérable dans le
» Canada ; qu'il prit de bonne-heure un parti décidé en fa-
» veur de la révolution Américaine : qu'il a rendu des services
» signalés à notre armée dans ce pays, par des supplémens de pro-
» visions & autres fournitures qui lui ont tournées à pure perte ;
» qu'il a de plus fait tous ses efforts pour rendre de plus grands
» services, quoique sans succès ; que sa conduite & ses princi-
» pes lui attirèrent le ressentiment du Gouvernement An-
» glois, & occasionnèrent la séquestration de ses biens, l'em-
» prisonnement de sa personne, celui de son fils, & d'autres
» outrages ; qu'il s'est échappé de sa prison, & qu'après avoir
» lutté contre plusieurs dangers & fatigues, il est arrivé parmi
» nous destitué de tout ».

» Qu'il paroît par d'autres témoignages respectables, que le
» sieur Cazeau avoit de grandes propriétés dans le Canada,
» & une influence marquée parmi ses concitoyens, & qu'il a été
» ruiné par son attachement à la cause des Etats-Unis ».

» Cependant l'opinion du Comité est que, vu l'impossi-
» bilité de juger en ce moment des circonstances accidentel-
» les, & de toute l'étendue des services & des sacrifices du

(a) Voyez Cotte 23.

» sieur Cazeau.... Il soit ordonné à l'Intendant des Finan-
» ces de lui avancer mille piastras à compte ».

Le sieur Cazeau reçut cette modique somme , & continua de solliciter l'examen & l'appurement de son compte général. M. de la Luzerne qui prenoit le plus vif intérêt à sa cause , l'encourageoit à persévérer , & lui offrit même de l'argent , au nom du Roi ; mais le sieur Cazeau le refusa constamment, dans l'espérance que le Congrès ne tarderoit pas à lui rendre justice. Sur ces entrefaites, la nouvelle de la Paix vint apprendre au sieur Cazeau que le Canada restoit aux Anglois. Le chagrin que cet événement lui causa , fut en quelque sorte adouci par la liberté qu'il avoit alors de se rendre auprès de sa famille ; il partit pour *Montréal* au mois de Juin ; & y étant arrivé , il essaya de recouvrer quelques débris de sa fortune ; mais tous ses débiteurs , profitant des circonstances , refusèrent absolument de lui rien payer.

Il étoit convenu par le Traité de Paix , que l'Isle de *Michilimakina* & plusieurs Forts situés sur les frontières du *Canada* , seroient compris dans la partie de cette contrée cédée aux Américains. Le sieur Cazeau , toujours plus occupé des intérêts du Congrès que des siens propres , découvrit que le Gouvernement Anglois n'étoit nullement disposé à remettre cette Isle , ni les Forts compris dans le Traité ; il s'assura des moyens de défense de ces Forts , & repartit en Septembre pour les Etats-Unis.

A son arrivée à *Prince-Town* , il rendit compte au Congrès de ce qu'il avoit appris en *Canada* , relativement aux intentions

du Gouvernement Anglois ; il l'instruisit de l'état de chaque Fort , du nombre des soldats , de la quantité de vivres & de munitions ; il démontra la nécessité d'envoyer un corps de troupes suffisant qu'il estimoit à deux mille hommes pour suivre cette expédition le plutôt possible. Son avis fut négligé , & quelques mois après , lorsqu'on voulut le mettre à exécution , on n'employa que des moyens trop foibles. On n'envoya que 700 hommes qui ne purent exécuter aucune entreprise , & huit Forts , les plus importans du *Canada* , en ce qu'ils auroient donné aux Etats-Unis tout le Commerce des pelleteries , & un pays d'environ 200 lieues de front sur 800 de profondeur , restèrent encore aux Anglois. L'Isle de *Michilimakina* qui faisoit partie du même objet , & que le Congrès avoit résolu de donner en indemnité au sieur *Cazeau* , fut de même gardée par le Gouvernement Britannique en infraction du Traité.

Tout espoir étant perdu pour le sieur *Cazeau* , du côté du *Canada* , il ne songea plus qu'à solliciter l'examen de son Mémoire ; & le 18 Mars 1784 , il obtint une nouvelle Résolution du Congrès (a) qui appure le compte particulier de ses avances , & ordonne à l'Intendant des Finances de lui payer cinq mille piastres à compte ; & en outre de terminer son compte & de lui donner des certificats pour la balance à des époques aussi promptes & aussi convenables que les finances des Etats-Unis pourroient le permettre. Cette résolution ordonne en outre , » qu'en réglant les comptes du sieur *Cazeau* , » son propre témoignage sous serment seroit admis en support de telle

(a) Voyez Cotte 245

» autre évidence que les circonstances pourroient comporter. » (a)

Cette résolution fut remise à l'Intendant des Finances le 28 Mars ; elle passa successivement entre les mains du Contrôleur & de l'Auditeur des Comptes ; on reçut l'affirmation du sieur Cazeau , & on fixa seulement & par provision son compte particulier d'avances & de fournitures à vingt-deux mille quinze piastras fortes ; mais au lieu d'argent, on ne lui offrit que du papier qui perdoit 85 pour cent ; il refusa de pareils effets & s'adressa de nouveau au Congrès pour réclamer sa justice & l'exécution effective de sa résolution.

L'Intendant des Finances , *Robert Morris* , se concerta avec le Contrôleur & l'Auditeur des Comptes , & ils dressèrent chacun un Mémoire en forme d'observations contre les répétitions du sieur Cazeau : la mauvaise foi avoit dicté ces Ecrits. » Il étoit absurde (disoient-ils) de croire que le sieur Cazeau eût fait des achats de munitions pour les Américains , dans l'instant même où ils étoient chassés du *Canada* ; absurde d'admettre qu'il se fût livré à cette opération sans ordre par écrit ; (b) absurde de supposer qu'un des plus riches propriétaires du *Canada* eût tout sacrifié pour sa Patrie ; (c) absurde de penser que les bateaux de munitions

(a) Tous les articles de cette résolution en faveur du sieur Cazeau , sont imprimés dans la Gazette d'*Annapolis* en *Muriland* du 13 Mai suivant.

(b) Comme si le sieur Cazeau , dont les services & le zèle étoient déjà connus du Congrès , avoit besoin d'autres ordres que les invitations envoyées par le Général *Washington* aux Canadiens , l'une le 15 Novembre 1775 , l'autre en Février 1776.

(c) Comment *Robert Morris* & ses Collègues pouvoient-ils tenir un pareil langage, eux qui venoient d'être témoins des sacrifices que leurs propres Compatriotes avoient faits pour défendre leur Patrie & leur liberté ? Supposoient-ils donc

qui descendoient à *Carillon* fussent destinés pour les Américains , puisque le Major *Brown* qu'ils commandoit détruisit ces mêmes bateaux. (a) »

Ces Observations ridicules étoient démenties par la notoriété publique , & par la connoissance particuliere que tous les Généraux & Officiers Français & Américains , ainsi que le *Congrès* lui-même , avoient acquise des faits avancés par le sieur *Cazeau* ; ces objections néanmoins servirent de prétexte au sieur *Morris* pour lui refuser son paiement en espèces.

A cette époque , M. le Marquis de la *Fayette* arriva à *Trenton* où siégeoit pour lors le *Congrès*. Protégé par ce Héros , le sieur *Cazeau* espéra triompher des obstacles élevés par la mauvaise foi du sieur *Morris*. Le 12 Janvier 1785 , il donna par écrit sa réponse (b) aux objections de l'Intendant des Finances , & le 26 Mai le *Congrès* remercia cet Intendant , & l'obligea à rendre ses comptes. Cette espèce de justice que l'on rendoit au sieur *Cazeau* , en punissant son injuste Adversaire , n'opéroit pas encore son paiement : il redoubla ses instances : les Membres du *Congrès* l'engagerent à patienter , en l'assurant qu'une Commission seroit incessamment nommée , & que le paiement de son compte seroit bientôt effectué. Le 7 Juin suivant , le *Congrès* nomma en effet un Commissaire pour examiner & arrêter les comptes des Canadiens réfugiés (c).

qu'un Français fût incapable d'agir par des motifs aussi nobles & aussi généreux ? On pourroit croire plutôt , d'après leur manière d'envisager la conduite du sieur *Cazeau* , que *Robert Morris* & ses Collègues n'étoient pas très-propres à l'imiter.

(a) Voyez Cotte 25.

(b) Voyez idem.

(c) Voyez Cotte 16.

Mais quelle fut la surprise du sieur *Cazeau*, lorsqu'il vit que cette résolution dont il devoit être l'objet, ne faisoit aucune mention de lui, ou plutôt que l'on affectoit de confondre sa cause avec celle des Canadiens réfugiés, dont elle étoit & devoit être absolument distinguée, tant par sa nature que par son importance ! Il observa sur-tout que son compte ayant été apuré, il n'étoit question que de lui en faire le paiement, & il se plaignit de ce que la résolution du *Congrès* ne donnoit point au Commissaire le pouvoir d'effectuer ce paiement, ainsi qu'on le lui avoit promis. Forcé néanmoins par les circonstances, il soumit de nouveau son compte à l'examen : le sieur *Barber*, Commissaire, le vérifia, reçut le 27 Juillet, l'affirmation du sieur *Cazeau* (a), conformément à la résolution du 18 Mars 1784, & lui remit son avis, (b) avec une Lettre pour le *Congrès*, laquelle déterminoit entièrement la justice des répétitions du sieur *Cazeau*.

Muni d'une pièce aussi importante, le sieur *Cazeau* crut pour la seconde fois toucher au terme de ses sollicitations ; mais le *Congrès*, au lieu de mettre son *visa* au bas du compte, se contenta de l'envoyer aux trois Trésoriers nommés à la place du sieur *Morris*, & ce compte s'est égaré entre leurs mains, ou plutôt ils ont constamment refusé, non-seulement de le payer, mais même de le lui représenter. Ce refus ne découragea point cependant le sieur *Cazeau* ; il continua pendant un an ensuite à importuner tous les Membres du *Congrès*, & lorsqu'il osoit encore espérer, il vit sortir une nouvelle Résolution du *Congrès* qui anéantissoit les pouvoirs

(a) Voyez Cotte 27.

(b) Voyez Cotte 28.

donnés au sieur *Barber*, sans nommer un autre Commissaire; ce qui déterminâ le sieur *Cazeau* à réclamer son compte; mais il ne put pas même en obtenir une copie authentique. (a) Il cessa dès-lors toute sollicitation, & le cœur gonflé d'amertume, il quitta les Etats-Unis pour venir en France implorer la justice & la bonté de son Roi.

Il suffit de jeter un coup-d'œil rapide sur les différentes époques de la vie du sieur *Cazeau*, & sur sa conduite dans les dernières guerres d'Amérique, pour être convaincu qu'en adoptant la cause des Etats Unis, son véritable but étoit de servir essentiellement celle de sa Patrie. Avant la cession du *Canada* aux Anglois, il avoit procuré des secours aux Armées Françaises; il avoit approvisionné ces Armées dans un pays où les vivres sont rares, & les transports difficiles: il s'étoit montré en différens combats avec une bravoure digne de l'estime de MM. de *Montcalm*, de *Levi*, & de *Lusignan*. Le *Canada* est cédé à l'Angleterre, alors le sieur *Cazeau* passe en France avec l'intention d'y transférer bientôt sa fortune & sa famille; on lui donne l'assurance d'une révolution prochaine dans la Colonie qu'il venoit de quitter; il y retourne sur le champ pour y attendre l'occasion d'être utile à son pays & pour en préparer les moyens.

Plusieurs années s'écouloient, pendant lesquelles on annonçoit de tems à autre les préparatifs d'une guerre; enfin *Boston* ferme son Port, & les hostilités commencent entre les Colons de l'Amérique Angloise & leur Mere Patrie. Le

(a) Voyez Cotte 29.

sieur *Cazeau* attentif à tous ces mouvemens , cherche à en pénétrer le secret & l'importance ; il ne peut douter que le Gouvernement Français y prenne part , dès qu'il est instruit que deux Gentilshommes de cette Nation sont envoyés pour encourager les efforts du *Congrès* qui venoit de se former tout récemment ; il en est convaincu lorsqu'il apprend que des vaisseaux remplis de troupes & de munitions de guerre arrivent journellement des ports de France : bientôt on voit paroître M. de la *Fayette* suivi d'un grand nombre d'Officiers Français ; déjà une armée nombreuse marche sous le commandement du Général *Washington* ; le célèbre *Franklin* se trouve à *Montréal* ; il alloit partir pour l'Europe ; il assure personnellement le sieur *Cazeau* que les Etats-Unis étoient protégés par la France.

Encouragé par des motifs aussi directs à sa Patrie, le sieur *Cazeau* attendoit avec impatience l'occasion d'agir & de coopérer à la révolution : cette occasion se présente ; on lui envoie une Lettre imprimée signée du *Congrès* & adressée aux Canadiens ; il fait circuler cette Lettre dans tout le pays , il vante à ses Concitoyens l'avantage d'une union avec les *Insurgens* , il leur montre les flottes & les armées Françaises soutenant la cause de la liberté , & prêts à soustraire les Canadiens au joug des Anglois. Il dispose enfin tous les esprits à cet événement , & emploie toute son influence à le préparer.

Une armée envoyée par le *Congrès* entre en *Canada* :
» je vous supplie (dit le Général *Washington* ,) dans une Lettre d'invitation qu'il fit adresser au sieur *Cazeau* par le Colo-

nel *Antill*, » DE POURVOIR A TOUS LES BESOINS DE CETTE
» ARMÉE; JE VOUS GARANTIS MA FOI ET MON HONNEUR,
» POUR UNE BONNE ET AMPLE RÉCOMPENSE, AUSSI BIEN
» QUE POUR VOTRE SURETÉ ET REPOS. . . . » Le sieur *Cazeau* se livre sans réserve à cette invitation. Il approvisionne
& alimente l'armée à crédit. Par son activité généreuse,
& par de nouvelles avances, cette armée est recrutée &
augmentée de trois corps de troupes de Canadiens qui
restent au service du *Congrès*; par ses soins & ses intelli-
gences, des partis ennemis sont surpris & défaits, des
conspirations contre les Généraux Américains sont décou-
vertes, & les projets du Gouvernement Britannique éventés
& prévenus.

L'année suivante, une nouvelle Lettre circulaire est éga-
lement adressée aux Canadiens. » Nous voyons avec joie,
» (dit le *Congrès*,) combien vous avez été touchés par les
» justes remontrances de vos amis & compatriotes, qui n'ont
» d'autres vues que celles de fortifier & d'établir la cause de
» la liberté. *Les services que vous avez déjà rendus à cette cause*
» *commune, méritent notre reconnoissance, & nous sentons l'obli-*
» *gation où nous sommes de vous rendre le réciproque.* »

Cette Lettre vint fortifier le zèle du sieur *Cazeau*; il re-
double son activité & ses démarches; & bientôt un succès,
préparé peut-être par ses soins & sa vigilance, (l'Affaire de
Saratoga) décide la France à se déclarer ouvertement en fa-
veur de la liberté Américaine. Une flotte Française arrive
à *Boston*, & cette nouvelle confirme & justifie entièrement aux
yeux de tous les Canadiens, la conduite & les opérations du
sieur

1399
sieur Cazeau tous les Canadiens sont prêts à obéir à la voix de leur Mere-Patrie qui les rappelle sous ses Etendards : une proclamation de M. le Comte d'Estaing, remise expressément au sieur Cazeau, les y invite formellement au nom du Roi : » *se lier avec les Etats-Unis*, (dit la Proclamation de M. le Comte d'Estaing), *c'est s'assurer son bonheur. Mais je déclare formellement au nom de Sa Majesté qui m'y a autorisé, & qui m'a ordonné de le faire, que tous ses anciens Sujets de l'Amérique septentrionale qui ne reconnoîtront plus la suprématie de l'Angleterre, peuvent compter sur SA PROTECTION ET SON APPUI.* »

Sur des assurances aussi positives, le sieur Cazeau ne garde plus aucune mesure envers le Gouvernement Britannique : son dévouement à sa Patrie lui fait oublier tous les dangers qu'il court, toutes les pertes qu'il peut essuyer, toutes les avances qu'il sera obligé de faire ; il gagne des Officiers Anglois, s'assure par leurs moyens de la reddition d'une place importante, & du gain de la première bataille qui se donnera. Il fait parvenir au Congrès des avis réitérés sur les opérations qu'il a concertées ; un Guide trahit un de ses Envoyés ; le sieur Cazeau lui-même est soupçonné & mis en prison ; c'est dans ce moment cruel que la générosité de son ame & la fermeté de ses principes, se montrent plus que jamais. Arrêté comme traître, il connoît toute l'horreur de sa situation : l'or coule de ses mains ; ses gardes deviennent ses agens ; de quoi va-t-il s'occuper ? de lui ? de sa famille ? de ses affaires ? non : sa captivité paroît l'avoir isolé de tout soin personnel, pour le livrer tout entier à celui de la cause qu'il a embrassée. Il députe Myner au Congrès : plusieurs autres de ses Envoyés

suivent bientôt le premier pour le même objet : un Pilote côtier est introduit dans sa prison pour prendre des instructions ; & ce Pilote croise pendant des années entières dans les parages voisins pour attendre & conduire les flottes Françaises qu'on avoit annoncées.

Infatigable dans son zèle & ingénieux dans ses ressources , le sieur *Cazeau* gagne de nouveau les Espions du Gouvernement Anglois, & continue de donner & recevoir comme auparavant des avis de toutes parts, soit aux Américains, soit aux Français. *M. de la Fayette*, qui lui avoit souvent envoyé ses dépêches, lui en adressoit encore en ce moment : ce moment étoit funeste au sieur *Cazeau* ; on livroit ses biens à la merci de ses ennemis, on chassoit sa famille & ses enfans de leurs foyers ; mais lui, sans s'émouvoir, consommoit ses dernières ressources à faire évader un grand nombre de prisonniers Français & Américains. Enfin pour comble de maux, il apprend que son fils est mis en prison ; qu'*Arnold* a trahi sa patrie ; que le *Congrès* persiste à différer l'expédition du *Canada* : que fait cet infortuné ? Il songe alors pour la première fois, à se dérober à sa captivité, afin d'aller lui-même solliciter l'expédition tant promise & tant désirée. Il éprouve pendant 68 jours toutes les horreurs de la faim. Il arrive dans les Etats Unis ; les Ministres, les Généraux, le *Congrès* l'accueillent avec le plus grand intérêt ; on prend ses pertes en considération, on consigne ses services dans les fastes de la République naissante ; on en reconnoit solennellement l'importance dans une résolution légale & authentique ; (a) mais

(a) voyez la Gazette d'Annapolis en Maryland, du 13 Mai 1784 ; & la résolution du Congrès en faveur du sieur *Cazeau* nommément.

le sieur *Cazeau* étoit loin d'arriver au terme de ses malheurs ! La guerre cesse , & bientôt on paroît avoir oublié ses services , on le laisse se fatiguer , s'épuiser pendant trois années en dépenses vaines , & en sollicitations inutiles , & l'on finit par lui refuser toute espèce de satisfaction.

Non , je ne le puis croire , le sieur *Cazeau* exagère sans doute ! Comment refuser à un infortuné le paiement légitime de ses avances & de ses services ? Comment l'abandonner à la proscription de ses ennemis & au désespoir de la misère , quand il a tout sacrifié pour la cause de la liberté & de la Patrie ? Comment ce refus & cet abandon ont-ils pu être prononcés par le Sénat le plus auguste , par le Peuple le plus éclairé de l'Univers ? Non , je m'arrête ! Ma plume frappée d'un mouvement involontaire , s'incline respectueusement devant ce même Peuple dont elle alloit tracer l'ingratitude en traits de feu. Forcé moi-même d'admirer en silence la haute destinée de ce Peuple , je vois sans m'abuser à l'aurore de son Empire toutes les vertus qui se rangent en foule autour des Trophées de sa Liberté.

Les confédérations Grecques furent , pour la plupart , une suite de l'ambition humaine , ou des animosités nationales. Rome a été fondée par des Brigands , & ses Citoyens ne cessèrent de l'être , en voulant sans cesse asservir l'Univers. Ces deux Nations furent bientôt punies , par la main sévère du Temps , de leurs attentats perfides contre la liberté de l'Homme ; chacune d'elles vit à peine dix siècles entiers s'écouler sous ses loix. Mais vous , Peuples d'Amérique , vous n'avez combattu que pour l'indépendance ; vous n'avez formé une union , que

pour résister plus efficacement aux efforts du despotisme ; vous n'avez conquis sur vos ennemis que la liberté qu'ils vou-
loient vous ravir , & dont vous vous proposiez de faire part
un jour à vos freres dispersés sur les autres Continens ; la
sagesse & l'équité ont présidé à la confédération de vos Pro-
vinces & aux Loix de cette confédération ; le Ciel a béni vos
armes ; & votre Empire , n'en doutez pas , doit parcourir la
durée entière du Globe. Mais si l'équité sur-tout a réglé parmi
vous les devoirs de cette association célèbre , souvenez vous
bien que chacun de vos États-Unis est devenu , dès l'origine
de la révolution , *garant & solidaire* l'un pour l'autre de
toutes les démarches que vos premiers Représentans ont faites
pour arriver à leur but.

C'est sur la foi sacrée d'une telle garantie , c'est sous l'aus-
pice d'une union si évidemment favorisée de la Providence ,
que le sieur Cazeau , étranger aux avantages que cette union
pouvoit vous procurer , mais guidé par des sentimens nobles
& généreux , a sacrifié pour vous sa fortune & exposé sa vie.
C'est sur des invitations solennelles , sur des promesses réité-
rées , émanées de vos Représentans même , qu'il a fait , à
crédit , des avances & des fournitures considérables à vos
troupes & à vos partisans. Pourquoi donc après tant de ser-
vices , pourquoi lorsque le *Congrès* , paisible dans le sanctuaire
de la liberté , a reconnu authentiquement une dette si légi-
time , pourquoi , dis-je , a-t-on employé d'indignes subter-
fuges pour éluder le paiement de cette même dette ? Non ,
Peuples unis , ces subterfuges ne sont point dans les principes
de votre morale ; c'est un écart momentané de quelques-uns
de vos Représentans ; c'est l'ouvrage d'une politique absolu-

ment étrangère à la constitution naturelle de vos États ; oui , d'une politique qui n'est pratiquée que par des Peuples esclaves , & qui doit être inconnue à des hommes libres. Non , le sieur *Cazeau* ne sera point trompé dans son attente : non , vous qu'il a servi avec tant de zèle , vous qui jouissez de cette plénitude de raison & d'humanité que donne la plénitude de la liberté politique , vous ne souffrirez point que ses plaintes viennent affliger plus long-tems vos cœurs sensibles : j'en atteste le Ciel , que vous avez pris tant de fois à témoin de la justice de votre cause & des outrages de vos ennemis ; j'en jure par vos descendans dont la gloire & la prospérité seront le fruit de vos vertus & de votre bonne foi.

Comment supposer en effet qu'une Nation dont les Loix & la politique sont fondées sur les principes d'une raison & d'une justice universelles , puisse manquer à ses engagements envers un simple Particulier , qui a généreusement partagé avec elle les désastres de la guerre , sans éprouver ensuite comme elle la douce influence du repos & de l'indépendance ? Par le Traité de paix , les États-Unis sont restés maîtres dans le *Canada* d'une portion de terrain égale à toutes leurs possessions antérieures ; ils ont en outre confisqué à leur profit tous les biens des Anglois royalistes , & le sieur *Cazeau* est resté dépouillé de tous les siens : il a perdu en *Canada* une étendue de quinze mille cinq cents arpens de terres , bonifiée , peuplée , rendue productive par des dépenses extraordinaires ; des usines pour la coupe des bois ; des moulins à bled , dont le seul produit s'élevoit annuellement à mille louis (a) ;

(a) Voyez Cotte 9.

des créances considérables, un commerce immense, un crédit très-étendu, & une grande considération; & toute cette dissolution de sa fortune & de son existence civile, est la suite de son dévouement à sa Patrie & à la cause des États-Unis. Telle est la question de fait dont il s'agit ici, & cette question est résolue par la dissolution des biens du sieur Cazeau en *Canada*, & par la perte de ses créances dans le même pays (a).

La question de droit est une conséquence immédiate de la question de fait. Par le rapport du 6 Février 1783, le *Congrès* reconnoît publiquement les services du sieur Cazeau & les fournitures qu'il a faites à crédit à l'armée des États-Unis dans le *Canada*; il convient que c'est à raison de ces mêmes services & de ce dévouement à la cause des Américains que le sieur Cazeau est ruiné; il ordonne à l'Intendant des Finances de lui compter mille piastras à compte.

Par la résolution du 18 Mars 1784, contenant sept articles, imprimés dans la Gazette d'*Annapolis* le 13 Mai suivant (b), le *Congrès* confirme sa reconnaissance envers le sieur Cazeau, & ordonne à l'Intendant des Finances, de concert avec le Contrôleur & l'Auditeur des Comptes, d'apurer le compte des avances du sieur Cazeau. Le compte est apuré à vingt-deux mille quinze piastras fortes, dont cinq mille devoient lui être payées comptant; la perte de ses immeubles & des dettes actives de son commerce est évaluée à 1,060,090 livres, & la récompense qui lui étoit due, à la possession de l'île de *Michi-*

(a) L'état de ces différentes pertes, mis sous les yeux du *Congrès*, se trouve sous la Cotte 30.

(b) Voyez la Traduction dûement légalisée sous la Cotte 24.

limakina, de cette même île que les Anglois ont gardée en infraction du Traité.

Il est donc bien démontré, & par le droit & par le fait, que le Congrès des États-Unis, & par conséquent chacun desdits États en particulier, & tous en général, ont contracté envers le sieur *Cazeau* une dette obligatoire de vingt-deux mille quinze piastres, & qu'ils ont reconnu authentiquement cette dette.

Ils ont de plus contracté envers lui, & reconnu de même, une dette d'honneur, évaluée à 1,060,090 livres; mais cette dette leur devient commune avec la France, parce qu'avant la proclamation de M. le Comte d'*Estaing*, le sieur *Cazeau* jouissoit encore de ses immeubles & des avantages de son commerce en *Canada*. C'est depuis cette proclamation, & à son occasion, que le sieur *Cazeau* a vu la dissolution entière & effective de sa fortune, & que lui-même a éprouvé une captivité de huit cents cinquante-neuf jours; c'est depuis cette époque qu'il a été pros crit hautement par le Gouvernement Anglois, & que sa famille dispersée, est restée à la charge de quelques amis généreux; c'est depuis cette époque & à la paix, qu'il a traîné une vie languissante & importune, en sollicitant vainement le paiement de sa créance dans les États-Unis.

Il est donc de la justice & de la politique du Gouvernement Français, non seulement d'appuyer la demande du sieur *Cazeau* auprès du Congrès pour le paiement effectif des vingt-deux mille quinze piastres de fournitures faites aux

Armées des États-Unis, avant la proclamation de M. le Comte d'*Estaing*, mais de l'indemniser des sacrifices qu'il a faits à la cause commune. Il implore cette justice de la bonté paternelle du Roi, & il en soumet la décision aux lumières & à la sagesse des Ministres & du Conseil.

CAZEAU.

ERRATA.

PAGE 12, ligne 3, Mecrea, lisez M.^ccrea

Page 13, ligne 7, M.^c Crea, lisez M.^ccrea.

PIÈCES

PIECES JUSTIFICATIVES.

N. B. *Tous les Originaux sont duement certifiés & légalisés.*

1.

NOUS, domiciliés du Bourg de la Prairie de la Magdeleine, certifions à tous ceux qu'il appartiendra, que le sieur *Robert Kieth* a été Commis au service de *M. François Cazeau*, Marchand à *Montréal*, pendant plusieurs années, pour ses affaires de commerce avec les Habitans des Paroisses de la Prairie de la Magdeleine, *S. Pierre*, *Riviere de la Tortue* & *S. Philippe*, &c ; & que ledit sieur *Robert Kieth* nous a paru homme honnête & de bonne foi, agissant de conscience en tout ce qu'il a fait suivant notre connoissance, tant pour ledit commerce que pour être fidèle envers Sa Majesté. La Prairie, 5 Septembre 1783. Signés *Lalanne*, *Simon Bauzet*, *Jh Lacroix*, *Daniel Thillin*.

2.

J'ai eu le plaisir de connoître depuis plusieurs années *M. Cazeau*, ci-devant Négociant à *Montréal* en Canada; & lorsque j'y étois Avocat, j'ai souvent eu des affaires d'importance à conduire pour lui, & conséquemment ses affaires étoient entièrement à ma connoissance : il a toujours joui d'une réputation & d'une conduite irréprochable, comme ami, comme homme comme il faut, & comme Négociant; droit dans toutes ses actions, & charitable envers les Pauvres; il jouissoit d'une très-grande fortune, il recevoit beaucoup de marchandises d'Angleterre & faisoit un commerce très-étendu avec les hauts Pays : il se servoit de son influence sur les Paysans pour les attirer au parti Américain, au commencement de cette Guerre; pendant que nous étions sous la tyrannie & le pouvoir immédiat du Gouvernement Britannique & de ses troupes en Canada, il se montra comme un ami ferme de la cause américaine & très-actif & utile envers leur armée après son arrivée. J'ai une connoissance parfaite de tous les faits ci-dessus, & je les certifie sur mon honneur. Le 17 Décembre 1782. Signé *Edw. Antill*, Colonel du Régiment de Canadiens, commandé par le Général *Hazen*.

« Mon ami *M. Cazeau*, Réfugié infortuné du Canada, est un homme de bon sens; il jouissoit d'une très-grande fortune, & faisoit un commerce très-étendu; c'est un homme franc & qui a rendu des services très-particuliers à notre cause en Canada: tous les services que vous pourrez lui rendre, seront reconnus avec gratitude... &c. *Pompton*, le 20 Décembre 1782. Signé le Général *Hazen*.

Le Porteur de la présente est M. Cazeau, qui vient de s'échapper des Prisons de Québec où il a été enfermé depuis le mois d'Avril 1780, en raison de son ardent attachement à notre cause pour laquelle il a non seulement souffert un emprisonnement très-rigoureux, mais a encore perdu la plus grande partie de sa fortune qui étoit très-considérable, & son grand zèle pour notre cause, depuis le premier moment que la dispute a commencé, a été prouvé en plusieurs occasions de même que ses pertes subséquentes en raison de ce zèle, &c. Signé Rodney Hay.

Je certifie que les extraits des Lettres ci-dessus, du Général Hazen & du Colonel Rodney Hay, sont pris des originaux qu'ils m'ont écrits, & que j'ai présentement en mes mains. Signé Clément Biddle. Philadelphie, le 30 Décembre 1782.

3.

Le sieur François Cazeau m'ayant informé que l'honorable Congrès avoit ordonné une révision de ses demandes contre les Etats-Unis, & m'ayant demandé un autre Certificat, je prends la liberté d'assurer le Comité que le sieur Cazeau étoit bien connu en Canada pour être un homme de très-grande fortune & d'un crédit sans bornes parmi les Négocians, & qu'il avoit une grande influence sur les Paysans. Sa prudence & son exactitude furent trahies. Son zèle & son attachement à la cause étoient très-sincères. Il étoit consulté & employé dans presque toutes les affaires d'importance. Il fut commissionné pour distribuer les proclamations que le Congrès & le Général Washington envoient dans ce pays-là, & prié d'exercer son pouvoir pour en presser l'effet; & quand il fut décidé par le Conseil de Guerre d'abandonner ce pays, je fus chargé de l'assurer de notre prompt retour, & de le prier d'en informer tous nos amis. Le tout ci-dessus est à ma parfaite connoissance; mais pour les instructions ou directions particulières qu'il a reçues des Officiers Généraux relativement à des provisions, je n'en ai point été informé; mais j'ai une telle opinion du zèle & intégrité du sieur Cazeau, que je n'ai pas le moindre doute dans mon esprit que les articles qu'il porte dans son compte ont été procurés dans l'intention de servir les Etats. Newyork, le 28 Janvier 1785. Signé Edw Antill.

4.

Albany le 27 Juillet 1785.

Je certifie que durant la dernière Guerre, dans le tems que je commandois le département du Nord, & après ma résignation, j'ai continué à obtenir des intelligences du Canada; j'ai fréquemment reçu des Exprès du sieur Cazeau, portant des intelligences importantes, & que j'ai envoyé des papiers en Canada, à la réquisition du Congrès, pour être distribués parmi les Habitans, lesquels mes Exprès avoient ordre de livrer audit sieur Cazeau; que j'ai eu les témoignages les plus convaincans que le sieur Cazeau étoit ardemment attaché à la cause Américaine; que je ne sçais pas quelles ont été ses dépenses dans les services ci-dessus mentionnés. Signé Thomas Schuyler. Adressé au Major Barber.

A tous ceux qu'il appartiendra, moi, *Louis Cook*, Lieutenant-Colonel dans l'Armée des Etats-Unis, Commandant un Corps de Sauvages, & employé à l'effet de gagner des intelligences dans le Canada pendant la Guerre, certifie que j'ai connu *M. Cazeau* depuis l'année 1760, qu'il a toujours été considéré pour un homme droit & honnête, exact & juste dans toutes ses transactions; qu'il étoit riche & faisoit un grand commerce avec les Sauvages, & notamment avec ma Nation, & que je n'ai jamais entendu aucune plainte contre lui: que dès l'instant de la premiere rumeur d'une dispute entre l'Amérique & la Grande-Bretagne, il se déclara attaché aux intérêts de ces Etats, & employa *Cavalier*, notre Interprète, pour se servir de son influence sur les Sauvages, pour qu'ils restassent tranquilles; ce qui eut son effet; qu'ayant été employé moi-même pour procurer des intelligences du Canada pendant la derniere Guerre, j'ai constamment communiqué avec le *seur Cazeau*, & ai reçu de lui des intelligences fidèles qui se sont trouvées toujours justes & vraies; que par des fréquentes conversations que j'ai eues avec mes freres, j'ai raison de croire que l'influence de *M. Cazeau* sur notre Nation, a été en grande partie la cause de la jalousie de *M. de S. Luc* & de *M. Campbell* contre lui, & finalement la cause de son emprisonnement; que quand les différentes proclamations furent envoyées en Canada de la part du Marquis de la Fayette, par *Paul*, *Jean-Baptiste* & *Thomas*, trois Sauvages envoyés à cet effet, il leur étoit ordonné de les remettre à *M. Cazeau*; ils furent en conséquence dans sa maison, & trouvant qu'il étoit emprisonné, s'en retournerent pour en rendre compte; que j'ai resté plusieurs années à une petite distance des immenses moulins de *M. Cazeau* sur la riviere de la Tortue; c'est l'endroit le plus convenable que l'on puisse imaginer pour manifacter & emmagaziner une quantité de farine pour l'Armée, si elle étoit retournée dans ce pays-là: j'ai été informé de tems à autre qu'il y avoit une grande quantité de farine, & comme on jeta les yeux sur moi pour servir de Guide, mon intention étoit, si on y avoit envoyé l'Armée, de la conduire directement à cette place pour l'avantage desdits Moulins & de la farine.

Tous les faits ci-dessus, je les certifie sur mon honneur, & je suis prêt à les confirmer par serment si on m'en requiert. *Newyork* le 3 Mars 1785. La marque de *Louis Cook*.

Signé en présence du soussigné, après fidèle interprétation faite. Signé *Pierre Regnier de Rouffy*.

6.

Boston le 2 Novembre 1782.

Le présent est pour certifier que dans l'année 1776, j'étois à Montréal en qualité de Trésorier du département du Nord, & dans la maison de *M. François Cazeau*, & que j'ai été traité par lui & toute sa famille, avec la plus grande amitié, & qu'il a traité ainsi tous les Américains qui étoient alors sur les lieux. A tous qu'il appartiendra. *Jean Winslour*.

G 2

Coldenham le 17 Décembre 1782.

Le Présent est pour certifier qu'en 1775, que j'étois Chirurgien-Major du second Régiment de Newyork, lorsque nous prîmes possession de Montréal, que le Major Général Ganswood, qui commandoit le Régiment *James Van Rensselaer*, Ecuyer, Aide-de Camp du Général *Montgomery*, & moi, étions en quartier chez M. Cazeau. Il a toujours paru avoir des sentimens en faveur de l'Amérique; & que particulièrement, après la mort du Général *Montgomery*, il m'informa de l'intention que quelques personnes, (dont il me donna les noms) avoient d'assassiner le Général *Wolfe* & M. *Hayswood*, il me pria d'en informer le Général, en présence de quelques Gentilshommes Français, dont j'ai oublié les noms, mais qui paroissoient bons amis de notre cause; & je crois que c'est en conséquence de cette information, que le Général donna des ordres pour qu'un nombre de personnes suspectées fussent arrêtées & conduites en prison, & beaucoup d'autres défarmées.

Lors de notre retraite, quand tout paroissoit contre nous, je fus chez M. Cazeau, & je fus traité par lui aussi poliment & amicalement que je l'avois été depuis le commencement de notre connoissance. J'ai donné le présent certificat à M. Cazeau, parce que je suis convaincu de ses mérites, & j'en rendrai témoignage quand j'en serai requis à tous qu'il appartiendra. Signé M. *Créa*.

7.

Je certifie par le présent, que dans les années 1775 & 1776, que l'Armée Américaine étoit en Canada, j'ai été en quartier chez M. Cazeau, porteur du présent; que dans toutes les observations que j'ai été à même de faire sur sa conduite, il étoit très-attaché à la cause dans laquelle l'Amérique étoit engagée, & qu'il a, quand il a été nécessaire, aidé & assisté l'Armée; qu'il étoit un homme comme il faut, d'un bon caractère, réputation & fortune, & par sa conduite polie & ses attentions pour les Officiers de l'Armée Américaine, s'est attiré leur estime. Albany le 11 Juin, 1783. Signé *Pierre Ganswood*, ci-devant Colonel du troisième Régiment de Newyork.

8.

Par son Excellence *GEORGES WASHINGTON*, Commandant en Chef des Armées des Provinces-Unies de l'Amérique Septentrionale.

AUX PEUPLES DU CANADA.

AMIS ET FRERES, la conteste dénaturée entre les Colonies Américaines & la Grande-Bretagne est arrivée au point que les armes seules peuvent la décider. Les

Colonies se fiant à la justice de leur cause, & à la pureté de leurs intentions, se sont adressées avec confiance à cet Etre qui règle tous les événemens humains; jusqu'ici il a béni leurs vertueux efforts; la main de la tyrannie est arrêtée dans le cours de ses ravages, & les armes Britanniques qui ont brillé avec tant d'éclat dans toutes les Parties du Monde, se sont ternies, disgraciées & deshonorées. Des Généraux de la plus haute expérience & qui se sont vantés de subjuguier ce grand Continent, se trouvent resserrés entre les murailles d'une seule Ville & de ses Fauxbourgs, souffrant toute la honte & la détresse d'un Siège, tandis que les enfans de l'Amérique, animés par l'amour de la Patrie & le principe de la liberté générale, s'unissent de plus en plus chaque jour, se perfectionnent en discipline, repoussent avec courage toutes les attaques & méprisent tous les dangers. Nous nous réjouissons sur-tout que nos ennemis se soient trompés à votre égard; ils se sont flattés, ils ont osé dire que le Peuple du Canada ne fut jamais nullement capable de distinguer les douceurs de la liberté, d'avec les misères de la servitude; qu'on n'avoit qu'à flatter la vanité d'un petit nombre de votre Noblesse, pour éblouir les yeux des Canadiens. Ils ont cru, par cet artifice, vous rendre faciles à toutes leurs vues; mais ils se sont heureusement trompés. Au lieu de trouver en vous cette bassesse d'ame & de pauvreté d'esprit, ils voient avec un chagrin, égal à notre joie, que vous êtes hommes éclairés, généreux & vertueux; que vous ne voulez ni renoncer à vos propres droits, ni servir d'instrumens pour en priver les autres.

Venez donc, nos chers Confreres, unissons-nous dans un nœud indissoluble, courons ensemble au même but. Nous avons pris les armes en défense de nos biens, de notre liberté, de nos femmes & de nos enfans; nous sommes déterminés à les conserver ou à mourir. Nous regardons avec plaisir ce jour peu éloigné, comme nous espérons que tous les Habitans de l'Amérique auront le même sentiment & goûteront les douceurs d'un Gouvernement libre.

Incité par ces motifs, & encouragé par l'avis de plusieurs amis de la liberté chez vous, le grand Congrès Américain a fait entrer dans votre Province un corps de troupes sous les ordres du Général Schuyler, non pour piller, mais pour protéger, pour animer & mettre en action les sentimens généreux que vous avez fait voir, & que les Agens du despotisme s'efforcent d'éteindre par tout le monde. Pour aider à ce dessein & pour renverser le projet horrible d'ensanglanter nos frontieres par le carnage des femmes & des enfans, j'ai fait marcher le sieur Arnold, Colonel, avec un corps de l'Armée sous mes ordres, pour le Canada. Il lui est enjoint, & je suis certain qu'il se conformera à ses instructions, de se considérer & d'agir en tout comme dans le pays de ses Patrons & meilleurs amis; les choses nécessaires & munitions de toute espece que vous lui fournirez, il les recevra avec reconnoissance & en payera la pleine valeur; je vous supplie donc, comme amis & freres, de pourvoir à tous ses besoins, & je vous garantis ma foi & mon honneur pour une bonne & ample récompense aussi bien que pour votre sureté & repos. Que personne n'abandonne sa maison à son approche, que personne ne s'enfuye; la cause de l'Amérique & de la liberté, est la

cause de tout vertueux Citoyen Américain, quelle que soit sa Religion, quel que soit le sang dont il tire son origine. Les Colonies-Unies ignorent ce que c'est que la distinction, hors celle-là que la corruption & l'esclavage peuvent produire. Al-
lons donc, chers & généreux Citoyens, rangez-vous sous l'étendard de la liberté générale, que toute la force & l'artifice de la tyrannie ne sera jamais capable d'ébranler. Signé *Georges Washington*.

9.

Je soussigné, Commis & Agent de M. *François Cazeau* de Montréal, certifie avoir été au service de mondit sieur *Cazeau* depuis l'automne 1773 jusqu'à l'automne 1778, employé à faire jouer ses moulins sur la rivière de la Tortue, Paroisse S. Philippe; lesquelsdits moulins, savoir celui à farine a gagné les premières années seize cent minots de bled de profit net, & la dernière année neuf cent soixante minots. Le moulin à scie étant bien servi & entretenu de bois, peut gagner autant en argent.

Je déclare de plus, que l'année 1777, dans les mois de Mars, Avril & partie de Mai, je fis fabriquer par ordre de mondit sieur, environ douze mille minots de bled en farine, pour l'Armée des Etats-Unis de l'Amérique, à la prière du Général *Arnold* que nous attendions dans le printems en Canada.

Sur la totalité de la farine, j'en délivrai pour le compte du Roi Breton environ seize cent soixante quintaux; les autres avec le son & grue, ont été échauffés & pourris, restés presque en pure perte, ne pouvant trouver du monde pour les soigner, à cause que ceux qui travailloient pour mondit sieur *Cazeau* étoient pris & conduits à S. Jean pour quinze jours de corvée pour les punir.

La perte sur le prix d'achat seulement, est au mieux de ma connoissance au moins deux mille livres, argent cours de Québec, égal cours d'Hallifax.

Je certifie & déclare de plus, que le printems 1777, je reçus ordre de mondit sieur *Cazeau* pour lui acheter, à Montréal, en mon nom, pour son compte & risque, cinq bateaux chargés de différens vins & différentes liqueurs & autres effets propres pour l'Armée du Continent, sur lesquels, j'avois ordre de mondit sieur d'en délivrer trois bateaux chargés au premier Officier commandant un détachement de l'Armée Américaine sur le Lac Champlain, ou au Général commandant l'Armée à Carillon, pour telle condition qu'il auroit jugé à propos; en rapportant un reçu, j'étois déchargé de ma commission. Etant arrivé à ce dernier poste, le trouvant évacué, j'en donnai avis à mondit sieur *Cazeau*: en attendant de nouveaux ordres de sa part, le Major *Brown* fit une descente à Carillon, où il fit faire plusieurs décharges de fusils, tua un homme, prit, fit piller & détruire tous les effets; perte pour mondit sieur *Cazeau* au moins de mille livres, argent de Québec égal à celui d'Hallifax. Et si j'eusse été maître de vendre les effets à l'Armée du Général *Burgoyne*, j'aurois vendu plus que cent pour cent de bénéfice net.

Je certifie & déclare de plus, que tenant un magasin considérable appartenant à mondit sieur *Cazeau* dans ledit moulin, j'avois ordre de vendre à crédit aux Habitans

des Paroisses de la Prairie, de la Madelaine, de S. Pierre & S. Philippe, & de ne recouvrer les payemens que de la bonne volonté des Habitans, & ce pour conserver leur amitié en faveur des Américains; ce qui a fait que j'étois en arriere en rendant mes comptes, d'environ 500 livres, même monnoie comme ci-dessus. En foi de quoi j'ai signé, Robert Kieth, Sainte-Anne, en bas de Québec, le 16 Juillet 1783.

10.

Aux Habitans de la Province du Canada.

AMIS ET COMPATRIOTES, notre précédente adresse vous a démontré nos droits, nos griefs, & les moyens que nous avons en notre pouvoir, & dont nous sommes autorisés par les constitutions Britanniques à faire usage pour maintenir les uns & obtenir justice des autres.

Nous vous avons aussi expliqué que votre liberté, votre honneur & votre bonheur sont essentiellement & nécessairement liés à l'affaire malheureuse que nous avons été forcés d'entreprendre pour le soutien de nos privilèges.

Nous voyons avec joie combien vous avez été touchés par les remontrances justes & équitables de vos amis & compatriotes, qui n'ont d'autres vues que celles de fortifier & d'établir la cause de la liberté. Les services que vous avez déjà rendus à cette cause commune, méritent notre reconnoissance, & nous sentons l'obligation où nous sommes de vous rendre le réciproque.

Les meilleures causes sont sujettes aux événemens, les contre-tems sont inévitables, tel est le sort de l'humanité; mais les ames généreuses sont éclairées & échauffées par le feu sacré de la liberté, & ne seront pas découragées par de tels échecs; elles surmonteront tous les obstacles qui pourront se trouver entre eux & l'objet précieux de leurs vœux.

Nous ne vous laisserons pas exposés à la fureur de vos ennemis & des nôtres: deux bataillons ont reçu ordre de marcher en Canada, dont une partie est déjà en route; on leve six autres bataillons dans les Colonies unies pour le même service, qui partiront pour votre Province si-tôt qu'il sera possible, & probablement ils arriveront en Canada avant que les troupes du Ministre, sous le Général Carleton, puissent recevoir du secours: en outre, nous avons fait expédier les ordres nécessaires pour faire lever deux bataillons chez vous. Votre assistance pour le soutien & la conservation de la cause Américaine nous causera la plus grande satisfaction. Nous nous flattons que vous saisirez avec zèle & empressement l'instant favorable de coopérer au succès d'une entreprise aussi glorieuse; & si des forces plus considérables sont requises, elles vous seront envoyées.

A présent, vous devez être convaincus que rien n'est plus propre à assurer nos intérêts & nos libertés, que de prendre des mesures efficaces pour combiner nos forces mutuelles, afin que par cette réunion de secours & de conseils, nous puissions

fions éviter les efforts & l'artifice d'un ennemi qui cherche à nous affoiblir en nous divisant. Pour cet effet, nous vous conseillons & vous exhortons d'établir chez vous des associations en vos différentes Paroisses, de la même nature que celles qui ont été si salutaires aux Colonies unies; d'élire des Députés pour former une Assemblée provinciale chez vous, & que cette Assemblée nomme des Délégués pour vous représenter en ce Congrès.

Nous nous flattons de toucher à l'heureux moment de voir disparaître de dessus cette terre l'étendard de la tyrannie, & nous espérons qu'il ne trouvera aucune place en l'Amérique septentrionale.

Signé au nom & par ordre du Congrès, *John Hancock*, Président. Philadelphie, le 24 Janvier 1776.

11.

LETTRE du Général Arnold à Louis Préjean, tenant un des Magasins du sieur Cazeau.

Quartier général. Montréal, 21 Avril 1776.

CECI vous sera remis par le Colonel Bedel, que j'ai envoyé avec une partie de son Régiment pour prendre poste aux Cedres, une autre partie à Carillon, & un détachement à la pointe Claire, pour empêcher aucun bateau, canot, ou autre voiture, de passer ces postes, chargés de vivres ou autre chose pour donner secours à nos ennemis, & aussi pour vous protéger, vos biens, femmes & enfans contre les mauvaises intentions qui peuvent être portées contre nous; & en cas de nécessité, d'aider & assister ledit Commandant, en votre qualité de Capitaine de Milice, de ce qu'il auroit besoin pour le service, & de lui donner toute information en cas que quelques choses arrivent au préjudice de nos armes & intérêts. Je suis, Monsieur, votre très-humble serviteur. Signé *Ben. Arnold*, Gén.

12.

JE soussigné, *Louis Préjean*, Commis, tenant magasin à l'île Perault pour le compte & risque de *M. François Cazeau*, de Montréal, certifie & déclare que, dans le mois de Mai 1776, *M. Cazeau* vint à la maison, en toute diligence, me prévenir qu'il savoit que les Habitans des Paroisses de l'île Perault, de Vaudreuil, Quinchien, & bout de l'île de Montréal, avoient reçu une invitation de la part du Général Carleton pour prendre les armes contre les Américains, qui alloient prendre possession des Cedres; que le sieur Moore, Député-Quartier-Maitre-Général, se trouveroit au lieu indiqué & se mettroit à la tête pour les combattre & les chasser de la Province.

Au grand desir de *M. Cazeau*, je partis incontinent pour les Paroisses ci-dessus mentionnées,

mentionnées, dire aux plus fidèles amis de faire savoir à tous lesdits Habitans de rester tranquilles, de ne point se joindre à Moore; que s'ils ne suivoient son conseil, ils seroient pris, emprisonnés, & leurs maisons brûlées. M. Cazeau fit la même démarche chez le Capitaine d'Ancill de Sainte-Anne, qui se joignit à moi. Quelques jours après, ledit sieur Moore se rendit au rendez-vous; mais point d'Habitans, que quelques Sauvages, qui furent se joindre avec lui, au travers des bois, à M. Foster.

L'an 1777 en Décembre, les mêmes Habitans me firent tous demander si l'Armée des Etats-Unis viendrait dans l'hiver; que si-tôt qu'elle paroîtroit, de prier M. Cazeau de les faire avertir, qu'ils seroient prêts, au premier ordre, à se joindre aux Français & aux Américains.

L'année 1778, trois cents Allemands furent prévenus par moi, de la part de M. Cazeau, que l'Armée des Etats-Unis devoit arriver sous peu de tems; que s'ils vouloient se battre, ils seroient tous défaits, tant par les Américains que par les Habitans. Quelque tems après, ils résolurent de déserter; ils furent découverts la veille de leur départ, & par malheur une partie fut punie. En foi de quoi j'ai signé le présent Certificat, véritable au mieux de ma connoissance. Signé Louis Préjean, à l'île Pérault, le 18 Juillet 1783.

13.

Je, Jean Bernard, reconnois avoir reçu de M. René Cartier une procuration pour poursuivre, en son nom, le sieur François Cazeau, pour raison des bois qu'il a fait bûcher sur les terres, non concédées, de la Seigneurie de la Salle; & d'autant que ledit Cartier ne prétend rien dans lesdits bois, je promets le garantir & indemniser de tous frais, dommages & autres choses quelconques qui pourroient résulter des poursuites faites en vertu de ladite procuration. Fait à Montréal, le 19 Mai 1777. Signé Jean Bernard.

Le même René Cartier a fait une déclaration contre ledit Bernard, pour un procès qu'il avoit intenté au sieur François Cazeau pour 2783 louis, faisant 10,928 piastras gourdes, comme il est dit dans sa Requête aux Juges de Montréal, imprimée le premier Octobre 1778.

13 bis.

L'AN 1777, le 30 Octobre après midi, en la compagnie du Notaire à Montréal, soussigné,

Sieur François Cazeau, Marchand de cette Ville, après s'être transporté en la Chambre d'audience dudit Montréal, mais en vain, la Cour vacante par l'indisposition d'un Magistrat, s'est transporté en l'Etude de Me Pierre Panet, Ecuyer, Avocat, chargé des affaires de MM. Waltson & Rashleigh, Négocians à Londres; ledit sieur Panet absent de chez lui, ledit sieur Cazeau s'est enfin transporté en la maison de

seur Joseph Perrinaul, Marchand dudit Montréal, où il a rencontré mondit fleur Panet ; & là , en présence de dame Perrinaul , fleur Curot , fleur Blondeau , & dudit Notaire soussigné , ledit fleur Cazeau , en obéissance à l'ordonné de la Cour , du 17 passé présent mois , lui a offert , à bourse ouverte & deniers à découverts, une somme de mille livres , cours actuel de la Province , à laquelle ledit fleur Cazeau a été condamné par ladite Cour , au profit desdits fleurs *Walson & Rashleigh* ; cette offre faite moyennant qu'il n'y auroit aucune innovation audit Jugement.

Répondu , par mondit fleur Panet , qu'il étoit prêt à recevoir ladite somme , à compte de plus grosse , sans préjudice à l'appel qu'il se proposoit faire dudit Jugement.

Laquelle réponse ledit fleur Cazeau a pris pour refus d'accepter ses offres ; pour-quoi a dit, qu'il protestoit & proteste tant contre mesdits fleurs *Walson & Rashleigh*, ledit fleur Panet , leur Procureur fondé , que tous autres qu'il appartiendra , de tous frais , dépens , dommages & intérêts qui peuvent s'en suivre , dont & de tout ce que dessus ledit fleur Cazeau a requis acte audit Notaire , & à lui octroyé à l'instant pour servir & valoir ce que de raison. A Montréal , lesdits jour & an susdits. Et le 31 Octobre 1777 , délivré copie des présentes à M. Panet. Signé Foucher, Notaire royal.

14.

Nous soussignés , certifions que dans le cours du Printems 1777 , nous étions chargés de la conduite de cinq bateaux chargés d'effets de différentes sortes , venant de Montréal , sous les ordres de M. Robert Kieth , pour les mener & conduire à Carillon. Etant arrivés au poste , nous trouvâmes le Fort évacué par les Américains ; & moi , Jolibois , je partis aussi-tôt pour Montréal en donner avis à M. Cazeau , & lui demander , de la part du fleur Robert Kieth , ce qu'il devoit faire dans la circonstance présente. M. Cazeau écrivit en conséquence au fleur Robert Kieth , & m'ordonna de reprendre lesdits bateaux & cargaison & d'avancer jusqu'à la rencontre des Officiers Américains , commandant un poste aux gardes avancées , & lui délivrer les trois bateaux avec les cargaisons , en payant , ou sur son reçu seulement ; & étant arrivé à Carillon , je trouvai toutes les liqueurs , vins & autres effets pris & détruits par un parti du Major Brown. Fait à la Prairie , le 6 Mai 1785. Signé Jean-Baptiste Jolibois , marques de Louis Gibaux , celle de Pierre Batran & celle de Charles Gell.

15.

Nous , Habitans de la riviere de la Tortue , certifions que nous avons pleine connoissance d'avoir vu , dans les années 1776 & suivantes , les farines , son & grue pourris , bois de sciage appartenans à M. François Cazeau , ainsi que les dames de ses moulins , ses bâtimens & boutiques de tonnellerie & à farine , en quantité , tout

en perdition & tomber en ruine, faute de pouvoir trouver du monde pour soigner les-
dites farines, son & grue, & faire les autres travaux nécessaires pour le bien de ses in-
térêts, quoique les Habitans en général ne demandoient pas mieux que de travailler pour
un homme si estimé, qui avoit toute leur confiance. Si par malheur quelqu'un étoit
trouvé à travailler pour ledit sieur Cazeau, il étoit pris immédiatement, avec ses che-
vaux, charrettes, & envoyé sur les travaux du Roi, au Fort Saint-Jean, pendant
quinze jours, traité comme un esclave & regardé comme un rébelle. En foi de quoi
nous avons signé & fait nos marques ordinaires, & avons été punis plusieurs fois de
cette manière. De la rivière de la Tortue & Saint-Philippe, le 13 Septembre 1783.
Marque de Pierre Robert, celle de Pierre Barette. Signé François Lemaitre, témoin.

16.

Le soussigné, autorisé par Sa Majesté, & revêtu par-là du plus beau des titres,
chargé, au nom du Pere de la Patrie & du Protecteur bienfaisant de ses Sujets,
d'offrir un appui à ceux qui étoient nés pour goûter les douceurs de son gouvernement, à
tous ses Compatriotes de l'Amérique septentrionale.

Vous êtes nés Français; vous n'avez pu cesser de l'être. Une guerre, qui ne vous
avoit été annoncée que par l'enlèvement de presque tous nos Matelots, & dont nos
Ennemis communs n'ont dû les principaux succès qu'au courage, au talent & au
nombre des braves Américains qui les combattent aujourd'hui, vous a arraché ce
qui est le plus cher à tous les hommes, jusqu'au nom de votre Patrie. Vous forcer au-
jourd'hui à porter, malgré vous, des mains parricides contr'elle, seroit le comble des
malheurs; vous en êtes menacés. Une guerre nouvelle doit vous faire redouter qu'on
ne vous oblige à subir cette loi, la plus révoltante de l'esclavage. Cette guerre a
commencé, comme la précédente, par les déprédations de la partie la plus intéres-
sante de notre commerce. Les prisons de l'Amérique contiennent, depuis trop
long-tems, un grand nombre de Français infortunés; vous entendez leurs gémisse-
mens. Cette guerre a été déclarée par le message du mois de Mars dernier, par
l'acte le plus authentique de la souveraineté Angloise, annonçant à tous les Ordres
de l'Etat, que commercer, sans cependant interdire le même droit à personne,
c'étoit l'offenser; que le lui dire avec franchise, c'étoit la braver; qu'elle s'en ven-
geroit, & qu'elle se réservoir de le faire quand elle le pourroit à son avantage, &
de s'y prendre alors plus légalement que dans la dernière guerre; car elle déclaroit
en avoir le droit, la volonté, le pouvoir, & en demandoit les moyens.

Le fléau de la guerre actuelle ainsi proclamée, a été restreint & retardé, autant
qu'il a été possible, par un Monarque dont les vues pacifiques & désintéressées ne
réclament des marques de votre ancien attachement que pour votre bonheur. Con-
traint de repousser la force par la force, & des hostilités multipliées par des repré-
sailles qu'il a enfin ordonnées, si la nécessité porte ses armes ou celles de ses Alliés
dans un Pays qui lui est toujours cher, vous n'aurez point à craindre les embrâse-
mens ni les dévastations; & si la reconnaissance, si la vue d'un pavillon toujours

révéré par ceux qui l'ont suivi, rappelle sous les drapeaux de la France ou des Etats-Unis des Indiens qui nous aimoient & qui étoient comblés des présens de celui qu'ils appelloient leur Pere; jamais, non jamais ils n'employeront contre vous leurs trop cruelles coutumes de faire la guerre; ils y renonceront, ou cesseront d'être nos amis.

Ce ne sera point par des menaces faites à nos Compatriotes que nous tâcherons d'éviter de les combattre; ce ne sera point non plus par des injures proférées contre une grande & brave Nation que nous savons respecter, & que nous espérons de vaincre, que cette déclaration sera affoiblie.

Je ne dirai point, en qualité de Gentilhomme Français, à ceux d'entre vous qui le sont comme moi, qu'il n'est qu'une auguste Maison dans l'Univers sous laquelle le Français puisse être heureux & servir avec délices, parce que son Chef, & ceux qui lui tiennent le plus près par les liens du sang, se sont plu depuis une longue suite de Monarques, dans tous les tems, & se plaisent plus que jamais aujourd'hui à porter ce même titre qu'Henri IV regardoit comme le premier des siens. Je ne ferai point regretter ces marques, ces décorations, ces qualifications, trésors précieux à une façon de penser commune à nous tous, & actuellement fermés pour notre malheur commun, pour des Français-Américains qui savoient si bien s'en rendre dignes: leur zèle, j'ose l'espérer & le promettre, les fera répandre bientôt sur eux; ils les mériteront, **LORSQU'ILS OSERONT DEVENIR LES AMIS DE NOS ALLIÉS.**

Je ne demanderai point aux Compagnons de M. le Marquis de Lévi, à ceux qui ont partagé sa gloire, admiré ses talens, son tact militaire, qui ont chéri sa cordialité & sa franchise, caractère principal de notre Noblesse, s'il est d'autres noms chez d'autres Peuples auprès desquels ils aiment mieux voir placer les leurs. Les Canadiens qui ont vu tomber, pour leur défense, le brave Marquis de Montcalm, pourroient-ils être les ennemis de ses neveux, combattre contre leurs anciens Chefs, & s'armer contre leurs parens? A leurs noms seuls, les armes leur tomberoient des mains.

Je n'observerai point aux Ministres des Autels que leurs efforts évangéliques auront besoin d'une protection particulière de la Providence, pour que l'exemple ne diminue point la croyance, pour que l'intérêt temporel ne l'emporte pas, pour que les ménagemens politiques des Souverains que la force leur a donnés, ne s'affoiblissent point, à proportion de ce qu'ils auront moins à craindre; qu'il est nécessaire pour la Religion que ceux qui la prêchent forment un Corps dans l'Etat, & qu'il n'y auroit point de corps plus considéré, ni qui eût plus de pouvoir de faire le bien, que celui des Prêtres du Canada prenant part au Gouvernement, parce que leur conduite respectable leur a mérité la confiance du Peuple.

Je ne ferai point remarquer à ce Peuple, à tous mes Compatriotes en général, qu'une vaste Monarchie ayant la même Religion, les mêmes mœurs, la même langue, où l'on trouve des parens, des anciens amis & des freres, est une source intarissable de richesses de commerce, plus facile à acquérir par une réunion avec

des Voisins puissans , & plus sûre qu'avec des Etrangers d'un autre hémisphère, chez qui tout est dissemblable , qui , tôt ou tard , Souverains jaloux & despotes , les traiteroient comme des vaincus , & plus mal sans doute que leurs ci-devant Compatriotes qui les avoient fait vaincre. Je ne ferai point sentir à tout un Peuple , car tout un Peuple , quand il acquiert le droit de penser & d'agir , connoît son intérêt ; que *je lie avec les Etats-Unis , c'est s'assurer son bonheur ; mais je déclarerai , comme je le déclare formellement AU NOM DE SA MAJESTÉ , qui m'y a autorisé & qui m'a ordonné de le faire , que tous ses anciens Sujets de l'Amérique septentrionale qui ne reconnoîtront plus la suprématie de l'Angleterre , PEUVENT COMPTER SUR SA PROTECTION ET SUR SON APPUI.*

Fait à bord du vaisseau le *Languedoc* de Sa Majesté, en rade de Boston , ce 28 Octobre 1778. (Signé à l'original imprimé.) *ESTAING*. Et plus bas , *Bigrel de Grandclos* , Secrétaire nommé par le Roi à la suite de l'Escadre commandée par M. le Comte d'*Estaing*.

A bord du *Languedoc* , de l'Imprimerie de *François Demault* , Imprimeur du Roi & de l'Escadre.

Collationné audit original, imprimé, resté en notre Etude , par nous soussigné. A Philadelphie , ce 7 Janvier 1785. Signé *Maurice des Devens de Glandons* , Notaire.

17.

MONSIEUR , il vous est , par le présent , ordonné & enjoint d'arrêter & garder en sûreté , sous votre garde , le sieur *François Cazeau* , de Montréal , & le sieur *Charles Hay* , de Québec , *suspectés de haute trahison* , & de ne point souffrir qu'ils correspondent ensemble , ni avec aucune autre personne hors de prison , jusqu'à ce que d'autres ordres soient donnés en conséquence , ou sans une permission particulière à cet effet. Pour le tout , le présent vous sera un ordre & une autorité suffisante. Donné sous ma signature , à Québec , ce 10 Avril 1780. Par commandement de Son Excellence , signé *W. T. Cramahen*. *A. Mille Prenties* , Prévôt martial à Québec.

18.

Philadelphie , le 2 Septembre 1784.

Nous soussignés , étant , dans les années 1781 & partie de 1782 , prisonniers de guerre de l'Armée des Etats-Unis en Canada , & ayant été la majeure partie de ce temps là dans la prison militaire de Québec , certifions que le sieur *François Cazeau* fut conduit prisonnier & renfermé dans ladite prison militaire le 15 Avril 1780 , dans une chambre haute , près de celle où nous fûmes enfermés nous-mêmes , & que nous avons resté dans ladite prison presque toujours gardés à vue jusqu'au 23 Août 1782 ; que le sieur *Cazeau* força sa prison & en sortit avec quelques-uns des prisonniers qui s'y trouvoient alors renfermés avec lui , & s'échappèrent tous dans les Etats-Unis. Le sieur *Cazeau* étoit Habitant de Montréal. Nous sommes convaincus de

ses bontés envers les prisonniers des Etats-Unis qui étoient alors en captivité ; comme nous sommes aussi certains qu'il a fait souvent des dons en argent auxdits prisonniers ; & par le rapport public , que M. Cazeau jouissoit d'une grande fortune dans Montréal , & étoit en état de transacter toute opération de commerce ; & que malgré sa captivité , il encourageoit très-souvent des personnes à porter toute sorte d'intelligences en faveur des Etats-Unis , & qu'il a fréquemment offert de l'argent à tous ceux qui vouloient passer du Canada dans les Etats-Unis. Il n'est pas à la vérité en notre pouvoir de mentionner quels ont pu être les avantages du sieur Cazeau dans la situation d'alors ; mais nous sommes assurés qu'il a donné toutes sortes d'aide & assistance en son pouvoir pour le bien des Etats-Unis.

Nous avons aussi lu , dans les Avertissemens des Gazettes , les biens de M. Cazeau à vendre par vente publique , & avons entendu que c'étoit en raison de ce que le sieur Cazeau étoit prisonnier comme ennemi de la Grande-Bretagne.

Donné sous nos signatures de la date ci-dessus. Signés *William Scudder*, Lieutenant dans le premier Régiment de New-Yorck ; *Simon Smith*, Capitaine au Régiment du Colonel *Seth Warner*.

19.

LETTRE de M. Cugnet , Secrétaire tenant les registres en françois pour la Province de Québec en Canada , du 21 Septembre 1780 , adressée à Madame Cazeau.

MADAME , j'ai reçu la Lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 17 ; vous ne devez point douter du véritable intérêt que je prends aux circonstances malheureuses où vous vous trouvez. Tout est contre vous , & je vois avec douleur que je ne puis y remédier , quoique je sache que la Loi est toute en votre faveur. Je gémis sur l'aveuglement des Juges , qui ne veulent point la consulter & la suivre.

LETTRE du même à M. Cazeau fils , datée à Québec du 7 Mars 1785.

MONSIEUR , quelque envie que nous puissions avoir , mon fils & moi , d'obliger Monsieur votre Pere , il nous est impossible de lui donner les certificats qu'il demande. . . .

J'ai l'honneur d'être , &c. F. Cugnet.

20.

Nous , Citoyens de la ville de Montréal , voisins de M. Cazeau , Marchand , certifions & attestons à tous ceux qu'il appartiendra , que depuis le commencement de Juin 1776 , jusqu'au moment de son emprisonnement , les Officiers & Soldats , du consentement des Commissaires de Police , logerent , par quantité , dans la maison du sieur Cazeau ; de plus , s'emparerent de force de ses écuries , & briserent les portes , lâcherent les chevaux dehors à l'abandon , repousserent vivement Madame Cazeau , qui en tomba malade dangereusement. Quelque tems après l'emprisonnement de son mari , leur maison de ville , maisons & biens de la campagne , & moulins , furent

vendus, la famille jettée dans la rue, n'ayant que depuis six heures du soir jusqu'à six heures du matin pour déloger; nous laissons à l'humanité à juger des malheurs & des souffrances de cette infortunée famille pendant cette dernière guerre de l'Amérique: en témoin de quoi nous avons signé. A Montréal, le 21 Août 1783. Signés Antoine Lacombe, Landriaux, James Blake, Antoine Desforger.

21.

Je soussigné, certifie à tous qu'il appartiendra, que le trentième jour de Décembre 1780, les biens-fonds de M. François Cazeau étant en vente par le Shérif de cette Ville, voyant que son épouse & famille étoient hors de tout asyle, je me suis rendu adjudicataire de la terre & maison de la Chine, pour la loger avec sa famille, seule ressource qu'elle a eue depuis cette époque. Montréal, ce 23 Août 1783. Signé Bouthillier.

22.

EXTRAITS de Lettres de M. Rey, Aide-de-Camp, à M. Cazeau.

MONSIEUR, ne pouvant vous témoigner ma reconnaissance autrement que par mes remerciemens, je vous prie de les accepter, comme la seule chose qui soit actuellement en mon pouvoir. J'envoie l'homme en question dans vingt-quatre heures. Je suis aussi sûr de lui comme de moi-même. Il n'est porteur de rien qui puisse me charger. Il est venu avec moi du Détroit incognito. Je ferai de vos conseils l'usage qu'ils méritent. . . .

. Vos offres généreuses ne me laissent aucune manière de m'exprimer pour vous en témoigner ma reconnaissance. Je suis entièrement prêt à suivre tous vos conseils sur la manière de m'échapper de cette Province; je vous prie instamment d'en presser le moment.

Si vous avez quelque personne de confiance avec qui je puisse conférer toutes les nuits après dix heures, je pourrai aller à un rendez-vous. Si j'avois le bonheur de me rendre heureusement, j'ose espérer qu'en représentant l'absolue nécessité d'une expédition cette année, & avec le secours de Dieu & le vôtre, je parviendrai à mon but. . . .

J'apprends avec déplaisir que notre entrevue est de difficile exécution; si elle se trouve impossible, je vous prie de m'en procurer une avec mes prochains Compagnons de voyage, afin que de concert avec vous & eux, je puisse prendre les mesures les plus prudentes. Je n'ai point vu votre ami D. R. depuis le jour indiqué pour notre rencontre. . . .

. Je me suis trouvé au rendez-vous, où j'ai eu le plaisir de conférer avec nos amis. . . . J'attends avec empressement vos conseils. . . .

. Je viens d'apprendre que notre correspondance alloit être interrompue par l'absence du porteur; ainsi, Monsieur, je vous prie de me faire part de tout ce qui pourroit être ou devenir utile & avantageux à notre Patrie. . . .

. Je vous fais mes adieux; je pars; j'ai reçu l'argent. . . . J'espère que j'arri-

verai assez tôt pour arrêter les ravages que l'on est prêt à faire sur la frontiere. On dit que ce parti est conduit par le Général M. McLenn...

..... Avec le soin & la vigilance de nos amis, je me trouve actuellement sans danger, & j'espère, cher ami, être bientôt en état d'être utile à ma Patrie. ...

23.

Du 6 Février 1783.

Le Comité à qui on avoit renvoyé le Mémoire du sieur Cazeau, rapporte :

Qu'il paroît, par les représentations du sieur Cazeau, qu'il possédoit des biens considérables dans le Canada; qu'il prit de bonne heure un parti décidé en faveur de la révolution Américaine; qu'il a rendu des services à notre Armée dans ce pays, par des supplémens de provisions & autrement qui lui ont tourné en pure perte; qu'il a de plus tâché de rendre de plus grands services, quoique sans succès; que sa conduite & ses principes lui attirerent le ressentiment du Gouvernement Anglois, qui produisit la sequestration de tout son bien, l'emprisonnement de sa personne & de son fils, & d'autres outrages; qu'il s'est échappé de sa prison; & qu'après avoir lutté contre plusieurs dangers & fatigues, il est arrivé parmi nous, destitué de tout, pour s'abandonner à la justice & à la générosité du Congrès.

Qu'il paroît, par d'autres témoignages respectables, que le sieur Cazeau étoit un homme d'influence & de propriété dans le Canada, & qu'il a été ruiné par son attachement à la cause Américaine.

Le Comité cependant est entierement d'opinion que, comme il est impossible à présent de juger des circonstances accidentelles du sieur Cazeau, ou de toute l'étendue de ses services & sacrifices, le Congrès ne doit point prendre en considération sa cause en général; mais que la politique & la justice exigent, autant que la situation des affaires publiques puisse le permettre, quelque soulagement à sa détresse; ils sont donc conséquemment d'avis qu'il soit ordonné à l'Intendant des finances de lui avancer mille piastres à compte.

6 Février 1783. Le rapport ci-dessus a été renvoyé à l'Intendant des finances pour en prendre ordre. Signé Geo. Bond, Député-Secrétaire.

24.

PAR LES ÉTATS-UNIS ASSEMBLÉS EN CONGRÈS, du 28 Mars 1784, imprimé dans la Gazette d'Annapolis en Maryland le 13 Mai 1784.

Sur le rapport du Comité, à qui on avoit renvoyé un Mémoire du sieur François Cazeau :

Arrêté, que comme la déprédation du papier-monnoie mentionné dans le Mémoire du sieur Cazeau, n'est point émanée d'un acte volontaire du Congrès, mais que ç'a été un mal auquel nous avons été forcés par nos besoins, lequel a été préjudiciable

ciable à nos Sujets aussi bien qu'aux Etrangers ; & comme aucune compensation n'a été faite aux premiers pour les pertes qu'ils ont souffertes , les Etats-Unis ne peuvent avec justice distinguer entre eux aucune classe ou description d'hommes.

Arrêté , que toutes les munitions ou provisions que le sieur Cazeau a achetées & recueillies pour l'usage de l'Armée Américaine , par engagement de l'Officier commandant le détachement, ou autre personne dûment autorisée par lui pour cet effet , soit qu'elles soient parvenues au détachement ou non , si , ainsi achetées & recueillies , elles ont été détruites , & lui ont en conséquence préjudicié , les *Etats-Unis* sont en honneur & justice étroitement obligés de bonifier les pertes qu'il a souffertes par-là , pourvu qu'il ne paroisse pas dans la liquidation de ses comptes que lesdites munitions & provisions devoient être à ses risques jusqu'à leur livraison.

Arrêté , que tout ce que le sieur Cazeau a avancé à des Exprès pour donner des intelligences nécessaires à nos Généraux lui soit remboursé.

Arrêté , que la vente de ses marchandises aux Habitans de sa Province , pour avancer nos intérêts , à des conditions moins dispendieuses qu'il ne pouvoit obtenir autrement , a été un acte de bienveillance qui n'étoit point autorisé par nous , & ne peut par conséquent lui donner aucun droit de rétribution.

Arrêté , qu'un intérêt de six pour cent par an , depuis le premier jour de Mai 1777 , sera passé au sieur Cazeau sur les avances susdites & sur le montant des articles ainsi achetés & recueillis.

Arrêté , que le Sur-Intendant des Finances avancera au sieur Cazeau la somme de cinq mille piastres à compte ; & ordonné que son compte soit terminé , & que des certificats lui soient délivrés pour le solde de cet objet à d'aussi promptes & convenables époques que les finances des *Etats-Unis* pourront le permettre.

Arrêté , qu'en réglant les comptes du sieur Cazeau , son propre témoignage sous serment soit admis au support de telle autre évidence que les circonstances du cas peuvent admettre. Signé Cha. Thomson , Secrétaire.

25.

A son Excellence M. le Président du Congrès des Etats-Unis de l'Amérique.

Réponse aux observations que le sieur MORRIS a faites contre mon compte courant avec les Etats-Unis.

Monsieur , quelque irrégularité qu'il y eût , selon le sieur Morris , à acheter du froment pour l'Armée Américaine , après qu'elle eut quitté le Canada , la chose n'en a pas moins été démontrée vraie tant par mon Mémoire que par les pièces justificatives que j'ai eu l'honneur de vous présenter ; & si les Américains eussent voulu entreprendre d'y rentrer , comme ils l'avoient promis , ils n'y eussent point trouvé d'autre difficulté que celle que le Général Gates a éprouvée en faisant l'Armée du Général Burgoyne prisonnière de guerre , toute invincible & formidable qu'elle avoit parue.

Le Mémoire que j'ai eu l'honneur de présenter au Congrès, l'a démontré plus d'une fois & d'une manière à ne pas laisser le moindre doute de cette vérité.

Quant à la singulière objection que le sieur *Morris* me fait de n'être point muni d'aucun ordre des Généraux Américains, ne pourrois-je pas lui demander s'il croit que le Général *Arnold* se fût engagé pardevant Notaire à livrer au Général *Clinton* le fort de *West-Point*; & si malheureusement j'avois eu aucun écrit qui eût prouvé mes connexions avec les Américains lors de mon emprisonnement comme Criminel d'Etat, peut-on imaginer que le Gouvernement Anglois m'eût traité avec moins de rigueur que l'Amérique a traité le Major *André*? Il est aisé d'appréhender que le sieur *Morris* n'a pas l'art de penser, & il est plus qu'étonnant que sa sagacité ne lui ait point fait voir que l'honorable Congrès n'a exigé de moi d'autres preuves que celles que la circonstance des cas pouvoit admettre; & j'ose dire que ces preuves ont été données, même au dessus de ce qu'on pouvoit espérer; l'honorable Congrès en a paru convaincu dans ses deux Résolutions.

Si le sieur *Morris* les eût lu avec attention, ainsi que mon Mémoire & les pièces justificatives, il se seroit épargné non seulement une injustice criante qu'il commet envers moi, mais même des opinions erronées qui ne pourroient lui faire honneur; ce qu'il justifie assez lorsqu'il dit dans son troisième Paragraphe, qu'il me croit trop prudent pour avoir exposé tant de biens de cette manière: assertion insultante, que seul de tous les Américains, le sieur *Morris* est capable de faire à un des plus riches Négociants du Canada, qui s'est sacrifié pour l'Amérique. D'ailleurs à combien de milliers de Citoyens l'Amérique & l'Angleterre ne pourroient-elles pas faire cette objection, si les deux Nations vouloient oublier les services que de simples particuliers leur ont rendus? & si au moment de la Paix, la Virginie & la Caroline du Sud eussent resté aux Anglois, que seroient devenus les biens du Général *Washington* & du Président *Laurent*; & combien d'hommes illustres n'y a-t-il pas eu dans cette Guerre qui ont non-seulement sacrifié leurs biens, mais même leurs vies, pour le salut de l'Amérique! Voilà cependant ce que le sieur *Morris* ne peut pas comprendre. « Etant, dit le sieur *Morris*, protégé par le Général *Burgoyne*, comment pouvois-je espérer de délivrer mes cargaisons à l'Armée Américaine? »

Je répondrai au sieur *Morris*, que mon nom n'a point paru dans cette expédition, elle étoit entièrement sous le nom du sieur *Robert Kieth*, précaution que je n'aurois pas été obligé de prendre si les denrées eussent été destinées pour les Anglois. Aussi le sieur *Morris* s'est-il trompé.

On voit clairement que le sieur *Morris* veut insinuer que lesdites cargaisons n'étoient pas destinées pour l'Armée Américaine, quoiqu'il dise bien lui-même dans ses objections, qu'à l'approche d'un poste Américain, étant rencontrées par un parti Américain, ceux-ci s'en emparèrent, & les cargaisons furent déclarées de bonne prise. Pourrai-je demander au sieur *Morris*, où est ce qu'il croit qu'alloient ces denrées, puisqu'elles avoient déjà dépassé tous les postes Anglois, lorsque le Major *Brown* s'en empara? Est-il possible qu'un homme de bonne foi puisse se persuader

que des marchandises déjà parties des limites de l'ennemi, allaient ailleurs que chez les Américains ?

Si ce point, au soutien de tant de preuves non moins évidentes, est incontestable, pourra-t-on supposer que j'eusse fait cette expédition sans un agrément verbal avec *Arnold* ? car j'ai fait assez sentir que je ne pouvois pas en avoir d'une autre nature. Mais pourquoi le sieur *Morris* n'a-t-il pas au moins fait connoître à Votre Excellence que le Major *Brown* fit faire feu sur les bateaux, malgré qu'il vît bien qu'ils étoient échoués & partie des provisions déchargées ? Cette position, jointe à la précaution que j'avois prise de faire l'expédition sous le nom de *Robert Kieth*, doit prouver à tout esprit juste qu'elle ne pouvoit être en aucune manière destinée pour l'Armée Angloise, qui en étoit alors à plus de quarante milles pour le moins ; & quant à la fuite que prirent ceux qui la conduisoient, elle étoit assez naturelle, après avoir vu un de leurs compagnons tué.

Que Votre Excellence me permette d'examiner pour conclusion toute l'irrégularité qu'il y avoit à déclarer de bonne prise lesdits bateaux : je suis Canadien ; comme tel, a-t-on pu prendre ma propriété, après les lettres du Congrès & du Général *Washington* qui engageoient les Canadiens à se joindre à l'Amérique ? Je respecte trop le Congrès & le Général *Washington*, pour seulement oser en concevoir l'idée. Le dernier retranchement de mes Adversaires sera donc de me considérer comme ennemi de l'Amérique. Le Congrès a en main les preuves authentiques du contraire, & ce seroit à son Tribunal que j'oserois en appeler d'une imputation aussi atroce. Que Votre Excellence me permette d'observer encore, que le Major *Brown* lui-même, sans que je prétende lui prêter aucune mauvaise intention, étoit intéressé à faire déclarer lesdits bateaux de bonne prise, puisqu'il devoit en retirer tout l'avantage ; mais de ce que les provisions ont été payées à celui qui n'y avoit pas la moindre prétention, doit-on en conclure que le véritable Créancier doive être frustré de sa juste demande ?

Mon respect pour les deux Résolutions que l'honorable Congrès a passées en ma faveur, m'empêchent d'insister davantage à répondre aux objections vagues du sieur *Morris*, d'autant mieux que le Congrès n'a rendu justice à ma cause qu'après quatorze mois de réflexions : mon Mémoire & ses preuves ont sans doute, pendant ce laps de tems, été scrupuleusement examinées, elles ont dû être assez convaincantes, puisqu'elles ont été admises par un des plus justes & des plus augustes Tribunaux.

Mes preuves ont été jugées bonnes, parce que c'étoient les seules que je pusse donner dans les circonstances où je me suis trouvé vis-à-vis des Officiers Commandans les troupes Américaines. La seule preuve possible est une preuve suffisante. Ce principe est certain : le Congrès a pesé dans sa sagesse la nature des circonstances, la possibilité des preuves, mon caractère & mon existence en Canada. Le Congrès a entendu les témoignages les plus respectables sur tous ces différents points soumis à sa décision, ET M'A DÉFÉRÉ LE SERMENT comme un moyen de fortifier mes preuves. J'ai fait mon affirmation après les témoignages les plus respectables entendus en Congrès.

Quelles preuves, quelle affirmation contraire le sieur *Morris* peut-il m'opposer? Le Congrès, par une Résolution du 6 Février 1783, reconnoît que j'ai été ruiné par mon attachement pour la liberté Américaine; & M. *Morris* m'objecte qu'il ne voit pas que j'aie donné aucune marque de ce zèle pour les Etats-Unis! M. *Morris* n'est pas aussi clair-voyant sans doute que les hommes respectables qui par leurs dépositions faites en Congrès, l'ont déterminé à admettre mes preuves & mon serment, contre lesquelles le sieur *Morris* n'a pas même le droit de s'élever.

C'est donc aux pieds du Tribunal auguste où Votre Excellence préside, que j'ose réclamer une prompte justice du retard que le sieur *Morris* m'a fait éprouver. C'est de Votre Excellence que j'attends les moyens de pouvoir appeler ma femme & mes enfans au milieu d'un Peuple libre pour lequel j'ai sacrifié ma fortune & exposé ma vie. Signé *François Cazeau*. Newyork ce 12 Janvier 1785.

26.

PAR LES ÉTATS-UNIS ASSEMBLÉS EN CONGRÈS.

Du 7 Juin 1785.

Sur le rapport du Comité à qui on avoit renvoyé plusieurs demandes des Canadiens réfugiés :

Arrêté, que le Commissionnaire appointé pour arrêter les comptes de l'Etat de *Newyork* avec les Etats-Unis, soit autorisé & dirigé pour examiner les comptes de ceux des Canadiens réfugiés qui ont fourni des secours, de telle nature que ce puisse être, aux Armées de ces Etats, & d'en faire le rapport au Congrès.

Que ledit Commissionnaire fasse publier le susdit arrêté en *Canada* & dans ceux des Etats de l'Union qu'il croira nécessaire, afin que les susdits Canadiens réfugiés en soient informés. Signé *Char. Thomson*, Secrétaire.

27.

Copie du Compte du premier Novembre 1783, remis en Congrès.

DOIVENT les Etats-Unis de l'Amérique en compte courant avec *François Cazeau*, de Montréal: savoir,

1777, Mars. Pour 8000 minots de froment acheté à une piastre le minot, comme il paroît par les certificats numérotés	Piastras.	8000
Frais & commission.	2633	30
Mai. Pour trois bateaux chargés en vins, eau-de-vie, fromage, thé, souliers, chapeaux, & y compris l'achat des bateaux, comme il paroît par les certificats.	4000	
Frais & commission.	1404	45
1778, Août. Pour louage d'un Sauvage nommé <i>Jean-Baptiste</i> , envoyé au Général <i>Schuyler</i> , le même Exprès ayant été envoyé par le Général		

à l'honorable Congrès.	72	
1779, Juillet. Pour louage d'un Sauvage Annoyote envoyé exprès au Général Schuyler qui le renvoya à l'honorable Congrès.	58	
1780, Février. Compté au sieur Kenay & à son Guide nommé Frudelle.	74	60
Octobre. Pour un Exprès envoyé par le sieur Rey.	48	72
Pour autant au sieur Rey, à son départ.	16	
Payé à son Guide.	8	
		<hr/>
	163	45
Intérêts pour six ans & demi, à six pour cent.	63	25
		<hr/>
Piaftres, Gourdes, total.	22,671	70
		<hr/>
1783, Février. En espèces reçues à compte sur l'ordre de l'honorable Congrès.	1000	1071 8
Pour intérêts du 6 Février au 6 Novembre.	45	
Par erreur sur le calcul des intérêts aux sommes avancées aux Exprès.	26 8	
Balance, dû à François Cazeau, piaftres, gourdes.	21,600	62
		<hr/>
	22,671	70
		<hr/>

Affirmation du sieur Cazeau, du 27 Juillet 1785.

M O I, François Cazeau, jure solennellement que dans l'année 1776, je fis une convention verbale avec le Général Arnold, commandant les troupes Américaines en Canada, pour fournir auxdites troupes certains articles de provisions & munitions, pour lesquels il devoit m'être accordé les prix courans d'alors dans ladite Province, ensemble tous les frais qui en résulteroient, en recueillant dans des dépôts convenables, & en envoyant lesdits articles à l'Armée. De plus, une commission de cinq pour cent sur la somme totale. Le Général Arnold en même-tems convint de me dédommager de toutes les pertes inévitables ou captures, d'après que les provisions seroient recueillies, jusqu'à leur livraison. Que conformément à la dite convention, une quantité fut recueillie par mes directions, dont le froment mentionné dans le premier article du compte ci-dessus, fut entièrement détruit & perdu. Que les provisions du second article ayant été de la même manière procurées & expédiées, ont été pillées & entièrement détruites avec les bateaux, & que les prix portés au présent compte ne sont point au-dessus des prix courans du tems & de la place; ni les frais portés au-dessus de ce qu'ils étoient dans le tems. Je déclare de plus que le compte passé conformément à la convention, est juste, sans fraude envers les Etats-Unis, & que je n'ai reçu ni paiement ni autre compensation que ce qui est porté au crédit du présent compte. Signé François Cazeau. A Albany le vingt-septieme jour de Juillet 1785. Signé William Barber, Commissionnaire pour les comptes de l'Etat de Newyork.

*Vérification du compte ci-dessus faite par M. William Barber, Commissionnaire
appointé par une résolution du Congrès du 27 Juin 1785.*

Albany le 27 Juillet 1785.

Monsieur, les Etats-Unis en Congrès, par leur arrêté du 27 Juin dernier, ayant eu pour agréable de me donner le pouvoir d'examiner les comptes de ceux des Canadiens réfugiés qui ont fourni les Armées de ces Etats avec aucune espèce de provisions, & d'en faire le rapport au Congrès, j'ai examiné la prétention du sieur François Cazeau, & j'ai l'honneur, par la voie de Votre Excellence, de rapporter que comme le Congrès dans son arrêté du 18 Mars 1784, eut pour agréable d'ordonner que le propre témoignage du sieur Cazeau, sous serment, fût admis en support de toute autre évidence que la circonstance de son cas requéroit; je l'ai en conséquence pris (tel qu'il est annexé au présent,) par lequel il paroît que par la convention entre le sieur Cazeau & le Général Arnold, toutes les provisions & munitions fournies en raison de ladite convention, devoient être aux risques des Etats-Unis jusqu'à la livraison; & par ses autres témoignages concurrens, la quantité portée dans son compte a été, *bona fide*, procurée dans l'intention de secourir notre Armée, & que lesdites provisions & munitions ont été inévitablement perdues & détruites avant d'être demandées ou parvenues à nos troupes. Il paroît aussi, ensemble par le témoignage du sieur Cazeau, & un aperçu comparé du prix du froment dans ces Etats, que les prix portés ne sont point au-dessus des prix courans dans le tems; en conséquence, conformément au dernier acte du Congrès ci-dessus mentionné, lequel ordonne le principe sur lequel le présent compte doit être réglé; il paroît clairement, & je suis entièrement d'opinion, que les prix portés pour le froment, les trois bateaux, les provisions & avances pour gagner des intelligences, sont justes. Que les Etats Unis doivent au sieur François Cazeau la somme de huit mille piastras au premier article de son compte; & au second, quatre mille piastras; & que les Etats-Unis doivent aussi au sieur François Cazeau, pour avances faites en différens tems pour procurer des intelligences, la somme de deux cent soixante & seize piastras, & soixante-quatre vingt-dixiemes de piastras pour des avances faites pour le service des troupes des Etats-Unis. Pour ce qui est des articles portés pour les frais, pour procurer lesdites provisions & la commission d'achat, quoiqu'il paroisse par le témoignage du sieur François Cazeau que ces allocations devoient lui être faites, néanmoins je présume qu'un acte particulier du Congrès est nécessaire pour confirmer cette partie de la convention avant de rapporter aucune somme en sa faveur pour cet article. Je suis en même tems d'opinion que la commission ordinaire doit être au moins allouée au sieur Cazeau sur le montant de ses achats, ensemble avec une compensation pour les frais extraordinaires qu'il a pu faire en procurant & expédiant ces provisions, aussi bien que les dépenses qu'il a faites en sollicitant les réglemens de son compte.

Je suis, Monsieur, de Votre Excellence le très-obéissant Serviteur. Signé *William Barber*, Commissionnaire pour les comptes de l'Etat de *New-York*.

A Son Excellence le Président du Congrès. Signé pour vraie copie *Rich. Asbridge*.

29.

Aux Honorables Délégués des Etats-Unis assemblés en Congrès. La Requête de François Cazeau, ci-devant Négociant à Montréal.

HUMBLEMENT représente que par l'arrêté de votre honorable Corps, du deux du courant, les prétentions du Suppliant, comme Canadien, ont été altérées pour la manière du Règlement de ce qui avoit été ordonné par un Arrêt du 7 Juin 1785. Il prie donc humblement qu'il lui soit délivré des copies authentiques de son compte, & du rapport fait par M. *William Barber*, en date du 27 Juillet 1785, de même que le rapport fait par le Bureau du Trésor; lesquelles pièces se trouvent à présent dans la possession de votre honorable Congrès: & le Suppliant, comme obligé par devoir nécessaire de prier, &c. *Newyork* le 15 Février 1786. Pour véritable Traduction. Signé *Pierre Laborde*.

Nota. Le sieur Cazeau n'a pu obtenir les pièces ci-dessus: il fut envoyé aux Officiers de la Trésorerie, qui les lui ont refusées.

30.

SUIVANT l'état remis au Congrès par le sieur Cazeau, il étoit dû à ce dernier,

Par obligations.	.	.	.	.	.	.	.	.	137,362
Par Lettres de Changes.	.	.	.	.	.	.	.	.	29,094
Par Billets.	.	.	.	.	.	.	.	.	619,190
Par comptes.	.	.	.	.	.	.	.	.	86,334
Maisons, fermes & Moulins évalués.	.	.	.	.	.	.	.	.	818,000

1,060,090

Etat des Titres des propriétés non évaluées, que le sieur Cazeau a remis en dépôt entre les mains de M. Faugere: savoir;

1°. UNE copie d'un Brevet de ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne, en faveur du sieur *Levert de Chennville*, pour une concession d'une Seigneurie de cinq lieues & demie de front sur une lieue & demie de profondeur, en front joignant le Saut S. Louis & Château Gay, au Nord-Est la Prairie de la Madelaine, & en date du premier Septembre 1754, enregistré par le Greffier, Folio 81, le septième Décembre 1763, & reçu dans l'Office de Québec, page 120. Signé *Guolt Frap*.

Plus, un Contrat de concession du sieur *René Cartier*, en faveur du sieur *Simonet*, en date du 15 Septembre 1768, d'un franc fief d'une lieue de front, sur une lieue & demie de profondeur, relevant de la Seigneurie nommée la Salle, enregistré Lettre D, page 337. Sign. *Geo. Alsopp*.

Plus, un Contrat de donation par sieur *François Simonet*, au sieur *François Cazeau*, pour le fief ci-dessus mentionné, & en outre une Terre de douze arpens de

front sur toute la profondeur de ladite Seigneurie, en date du 28 Octobre 1774. Signé Jean Delisle & Sanguinet, Notaires Royaux: & plus bas un reçu de la foi & hommage, & quittance de douze sols par an d'arrérages dus sur la terre des douze arpens; le tout en date du 5 Novembre 1774. Signé René Cartier.

Plus, un Contrat de cession du droit de bannalité sur deux lieues de front, sur une lieue & demie de profondeur de la Seigneurie de la Salle, par sieur René Cartier, en faveur du sieur François Cazeau, du 3 Mars 1770. Signé Meziere, enregistré lettre E, page 417, le 2 Avril. Signé Geo. Allsopp.

Plus, un Contrat de vente par les sieurs Bernardin, Saint-Germain, Joseph Sanguinet & Joseph Perinault, au sieur François Cazeau, pour quatre cinquièmes d'une terre de trois arpens de front sur 20 & 24 arpens & demi de plus sur 20 de profondeur. Signé Meziere, Notaire Royal, du 22 Octobre 1771, avec le verbal des 21, 22 & 25 Septembre 1769. Signé B. Perrot, Arpenteur-Juré.

Plus, un Contrat de vente par Jean-Baptiste Jarny, dit Ennichon, au sieur François Cazeau, pour une terre de deux arpens de front, sur 20 de profondeur, en date du 19 Février 1771. Signé Meziere, Notaire Royal.

Plus, un Contrat de vente par François Chauvin, à François Cazeau, d'une terre, de trois arpens de front, sur vingt-cinq de profondeur, en date du 26 Avril 1777. Signé Lalanne, Notaire Royal.

Plus, un Contrat de concession par M. Denoyant, à Madame de Croisille, pour un fief de trois arpens de front, sur quarante de profondeur, sur la rivière Chantilly, du 5 Avril 1753. Signé Antoine Fouché, Notaire Royal.

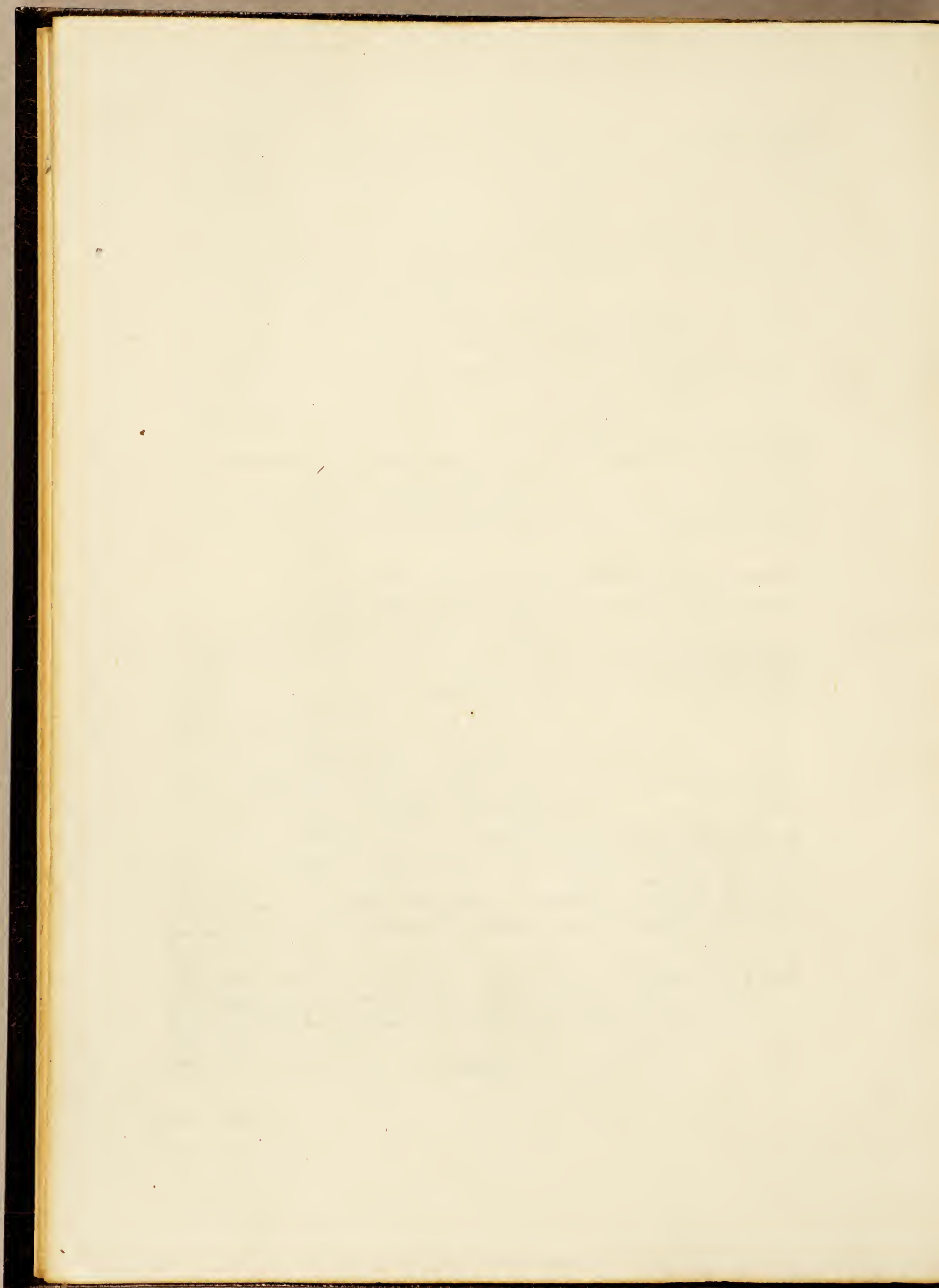
Plus, un Procès-verbal à la réquisition du sieur François Cazeau, pour arpentage & mesurage de sa terre de la Chine, contenant huit arpens six perches de front sur vingt de profondeur, en date du 24 Mars 1768. Signé Joseph Raymond, & sieur Delisle, Arpenteurs-Jurés.

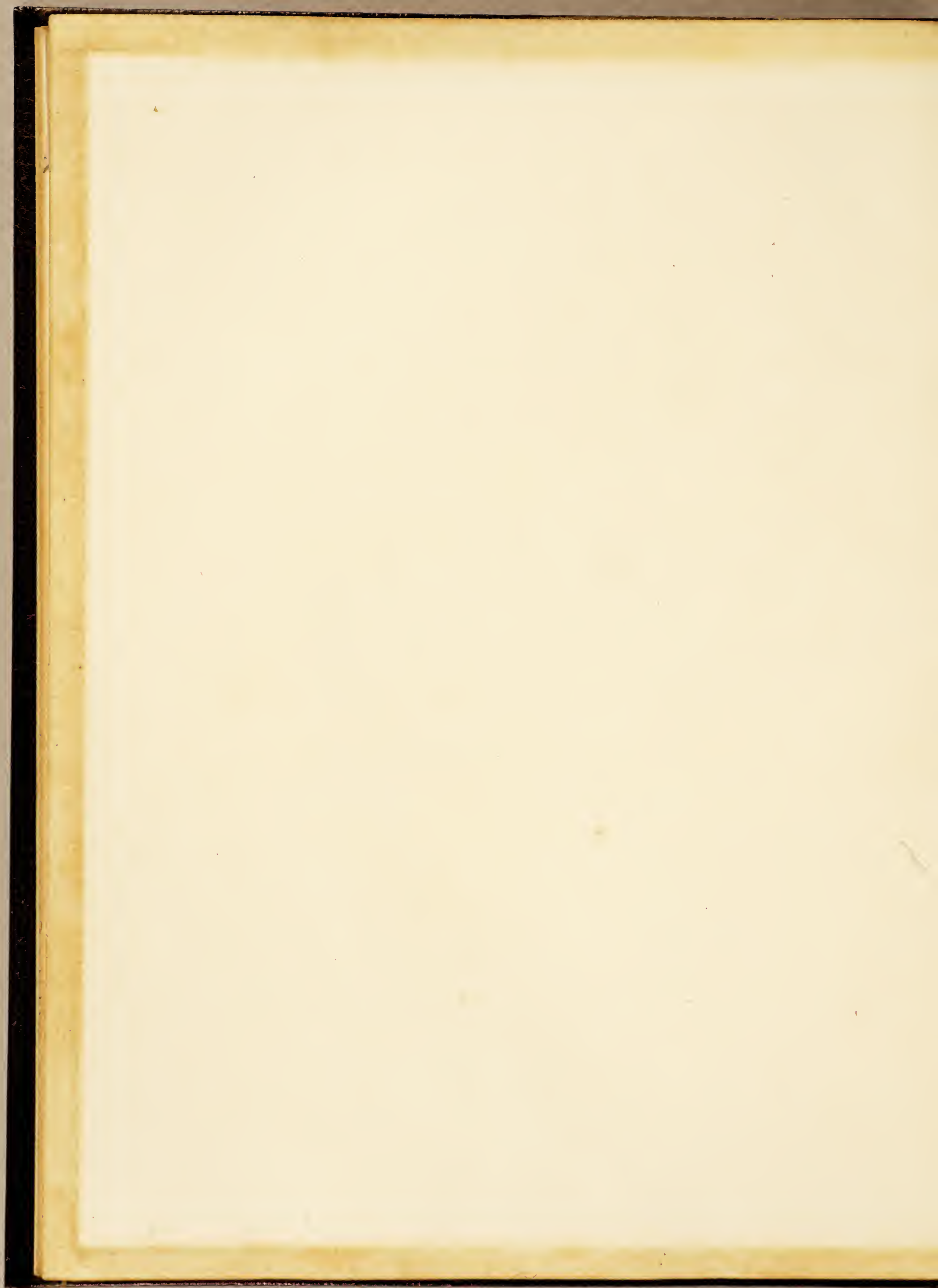
Plus, un permis du sieur René Cartier, Seigneur de la Salle, en faveur des héritiers Rielle, pour six arpens de terre de front sur trente de profondeur, situés au ruisseau de Faille, en montant à la Tortue, chargés de cinq sols de reconnoissance par arpent, en date du 13 Avril 1768. Signé René Cartier.

Je certifie avoir reçu de M. François Cazeau, Marchand ci-devant à Montréal, en dépôt entre mes mains, les titres originaux, conformément à l'état ci-dessus mentionné, que je promets lui remettre à son retour de France, ou à sa famille, suivant ses ordres, sans garantir de ma part aucun événement ou accident qui pourroit arriver. Ce 18 Août 1786, à Newyork. Signé L. Faugere. Témoin, Jacob de la Montagne.

Newyork, 18 Août 1786. Devant Nous est comparu personnellement le Docteur Louis Faugere, qui reconnoît avoir reçu en dépôt les écrits ci-dessus mentionnés de M. François Cazeau, & promet de les lui remettre ou à son ordre. Signé H. P. Loth. Alderman.









E786
C386r

